

n° 774 - 4 F

DU 16 AU 22 FEVRIER 1978

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

UNE AUTRE
LOGIQUE ECONOMIQUE



**REINVENTER
L'EAU CHAUDE**

Pur et tendre ?

Les écologistes — une idée comme ça — on se les figure volontiers en « pur et tendre », préoccupés de valeurs essentielles, à cent lieux de la politique politicienne et de ses miasmes... A côté, au dessus, ou ailleurs.

Et puis, en épluchant les prospectus électoraux, parfois on s'étonne : l'image de marque, fraîche et lumineuse, en prend un rude coup. Par exemple, dans le Val-de-Marne, le candidat « SOS-Environnement » de la 2^e circonscription est un certain Roland Gatel. Or, ce M. Gatel était la tête de liste, aux dernières municipales, à l'Hay-les-Roses, d'une coalition très œcuménique : écolo-apolitique-centriste-RPR-RI... A l'époque, il s'occupait de faire barrage au « collectivisme ».

Le cas n'est pas unique dans ce département. L'honorable Ménant, candidat « SOS » dans la 6^e circonscription (Champigny) faisait aussi partie de la liste de droite en mars 1977. D'autres encore... On pourrait presque ouvrir une rubrique dans TS.

Dites-voir, dans tout cela, le compromis passé entre *Ecologie 78* et *SOS-Environnement* : qu'est-ce que ça peut bien signifier ? ■



PDG incarcérés : des juges miraculés ?

Deux PDG incarcérés dans le Nord : c'est un événement. Pourtant Defrenne, P-DG d'une filiale roubaisienne du groupe textile Schlumpf, est emprisonné à Loos-les-Lille et Roland Agrot, ex-P-DG de Benoto à Béthune, écroué à la demande du juge Charette.

La cour d'appel de Douai, subitement éprise de justice : c'est un deuxième événement, non ? Pourtant, elle a rendu une décision qui justifie l'occupation des ouvriers de chez Defrenne et rejette la demande d'expulsion présentée par les deux syndicats. Le droit à l'emploi prévaudrait donc sur le droit à la propriété ?

Des milieux patronaux, un gouvernement, une Chancellerie, des mass-médias qui n'hurlent pas au scandale et ne condamnent plus ces « juges rouges » : c'est un troisième événement. Inouï !

Mais quel miracle a mené les juges du Nord à de tels écarts de conduite ?

Certes, il y a deux mois, le Syndicat de la magistrature et les inspecteurs du travail CFDT publiaient une brochure retentissante, *Des juges contre la loi*, et révélaient qu'à Douai, en matière de droit pénal du travail, Messieurs les juges en appel se tapotaient le menton quand on excipait de la loi, manipulaient les faits pour donner raison aux patrons, bref violaient la loi.

Certes, depuis 1972, le même syndicat de la magistrature et la même CFDT entretiennent des contacts réguliers et s'efforcent de dé-spécialiser le droit, autorisant même les ouvriers à établir les dossiers établissant la responsabilité du patron dans certaines affaires.

Certes... Mais alors, la convergence des luttes ouvrières et des luttes ouvertes au sein de l'appareil d'Etat (police, justice...) peut être efficace ? ■

Arenc légalisé

Une prison illégale ? Des « jugements » arbitraires ? Des détentions sans contrôle judiciaire ? C'est le monde à l'envers, la démocratie avancée renversée, la Chancellerie déshonorée, l'Intérieur ridiculisé... Sous les lambris des deux ministères, on s'émeut, on se concerta, on décide, on supprime le scandale : alors, on ferme la prison d'Arenc, à Marseille ? Non : on légalise l'illégalité.

Contre cette effarante décision, une marche nationale était prévue le 11 février dernier. Meeting d'ouverture à la faculté Saint-Charles de Marseille : les orateurs y rappellent leur opposition à Arenc et aux mesures racistes, énumèrent les règles juridiques qui confirment l'illégalité choquante des détentions avant expulsion. Mais la marche nationale s'est réduite à une manifestation -surprise dans le centre de la veille —, une ville bouclée par d'importantes forces de police qui entraient bientôt en action. Un semi-échec qui devrait secouer tous ceux qu'inquiète la multiplication des atteintes actuelles aux libertés. ■

MOI, JE SUIS NÉ
SOUS LE SIGNE
DE LA BALANCE.
JE PEUX DONC
RENDRE MES L'EDICTS
D'APRÈS L'HORISCOPE...
ET SANS RISQUE
D'ÊTRE !



Justice est libre

Nos lecteurs se souviennent de l'agression commise par un commando du SAC contre deux colleurs d'affiches PSU et qui a blessé à coups de fusil un jeune passant innocent (voir TS n° 772). « Simple guerre d'affiches sans importance » a annoncé d'entrée de jeu le magistrat du tribunal de Chaumont chargé de l'instruction. Singulière manière de banaliser une affaire qui gênait surtout le candidat député gaulliste sortant. Le juge, pas « shériff » pour un sou, a agi en conséquence : pas même 48 heures de détention pour les tireurs et le conducteur de l'auto qui a fourni la carabine.

La presse locale tente de rassurer l'opinion en disant que les tireurs sont en prison et que le député RPR peut dire avec sérénité qu'il laisse agir la justice ; les braves gens peuvent dormir tranquilles.

Informée de ce que les deux coupables ont si vite retrouvé la liberté, la même presse se tait obstinément.

Quant au PS local qui, dans son communiqué, faisait « confiance à la justice », il a bonne mine.

Sacré juge... si prompt à respecter les libertés individuelles de gens bien placés ! ■

● **Samedi 18 février (La Rochelle)**: la fête du Front autogestionnaire prévue pour le 11 et reportée au 18. De 19 h à 23 h à la Maison du quartier de Mireuil. Entrée : c'était 20 F, c'est maintenant 10 F et il y aura Mama Béa.

● **Mardi 21 février (Paris)**: Rassemblement contre l'impérialisme français. Organisé par le CEDE-TIM, avec le soutien d'organisations françaises — dont le PSU — et immigrées. Interventions sur les DOM-TOM, le Sahara occidental, la Tunisie, les enjeux de l'impérialisme français aujourd'hui. Spectacle et théâtre avec la troupe maghrébine Nedjma, la nouvelle chanson antillaise avec M'oun Kika. Tout cela à la Mutualité à 20 h.

● **Mardi 21 février (Paris)**: à l'occasion de la parution du livre de Georges Hourdin : *La tentation communiste* et de la sortie du n° spécial de la lettre de janvier-

février 78 : *Marxisme vivant, pratiques et réflexions de militants*, réunion-débat sur le thème « Chrétiens et marxisme ». A 20 h 30, 68, rue de Babylone.

● **Vendredi 24 février (Sarcelles)**: gala du Front autogestionnaire du Val d'Oise avec Imago. Salle de Forum des Cholettes, avenue du 8 mai à 21 h. Prix : 18 F.

● **Durant la période électorale**, le Front autogestionnaire du 7^e arrondissement se réunira chaque mercredi à partir de 19 h au 68, rue de Babylone (cour), dans le 7^e.

● **Du 17 au 23 février**, salle Malraux, à Bondy, festival de cinéma sur la propagande et la contre-propagande des années 33/45. Quelques chefs-d'œuvre (films de William Wyler et Alberto Calvacanti) et beaucoup d'inédits. Renseignements : 847 18 72 - 23 bis rue Roger Salengro, 93140 BONDY.

Escroqueries : signé Wessasic

Décidément les éleveurs de veaux ont quelques raisons d'être en colère. Qu'on en juge. La Wessasic fabrique, à Nantes, l'aliment Nukamel destiné à l'allaitement des jeunes veaux. Or, de nombreux producteurs, dans une trentaine de départements français, viennent de s'apercevoir que le lait ainsi fourni était de mauvaise qualité, conduisant à des durées d'engraissement de 120, voire 150 jours pour faire des veaux maigres. Durée tout à fait anormale selon les éleveurs. Ce n'est pas tout. Wessasic qui a plusieurs cordes à son arc préconisait et vendait l'Emulpan, produit à base de Lindane destiné à dissuader toutes sortes de parasites dont l'utilisation — il s'agit d'un produit toxique —, aurait dû interdire la commercialisation des veaux pendant trois ans alors que ces derniers étaient vendus au bout de 4 à 5 mois. Le résultat ? L'intoxication, évidemment, dont ont été victimes plusieurs consommateurs.

L'escroquerie ne s'arrête pas là. Car au bout du compte, la Wessasic se chargeant également de la commercialisation des veaux, ces derniers étaient payés au-dessous du prix de revient. Résultat : après avoir travaillé, les paysans se retrouvent être propriétaires non de veaux mais de dettes. Mais devinez qui les éleveurs trouvaient quand ils avaient recours au Tribunal de commerce de Nantes ? Le directeur français de Wessanic, mais en temps que juge cette fois. Les paysans se sont finalement réunis dans plusieurs comités de défense regroupés au sein du CLEI que soutiennent les Paysans travailleurs. Depuis le mois de juillet 77, le CLEI mène une campagne nationale d'information active. Près de 200 éleveurs auraient été ainsi spoliés pour la coquette somme de 2 milliards de centimes.

Deuxième liste de 100 candidats du Front autogestionnaire : écologie, droit des femmes, socialisme

Ain : M. Paul Lupkins (2); **Alpes Maritimes** : MM. Joseph Depetris (2), Jacques Lebard (5); **Aube** : M. André Tiraboschi (3); **Charentes Maritimes** : Mme Marie Hélène Pillet; **Drôme** : Mme Mireille Chantriaux (3); **Eure** : M. Olivier Dessauw (1); **Gers** : M. Michel Ghirardi (2); **Gironde** : MM. Alain Chambord (5), Jacques Boncœur (6); **Herault** : MM. François Roux (1), Edmond Tessier (2); **Loir et Cher** : M. Roland Deniau (3); **Haute Loire** : M. Georges Chanon (1); **Loire Atlantique** : M. Pierre Gilbert (6); **Marne** : MM. Jean-Claude Morlet (2), Jacques Furlant (4); **Haute Marne** : Mme Michèle Siouville (1); **Mayenne** : Mme Anne Marie Letort (1); **Meuse** : M. Jean Louis Babin (2); **Moselle** : M. Roger Lawrynowicz (5); **Nord** : M. Albert Rosse (1), Mme Ginette Lasselin (4), MM. Louis Willemetz (10), Alain Mercier (20), Flaender (21), Jacques Decaux (22); **Orne** : M. Gérard Legot (1); **Pas de Calais** : M. François Schalachli (1), Achille Chassot (6), M. Claude Dancette (14), Mme Josette Lefebure (7), M. Michel Mouquet (8); **Hautes Pyrénées** : Mme Suzanne Lacroix (1); **Rhône** : Mme Claire Bellssen (5), Dominique Chardon-Robin (10), MM. Michel Briançon (11), Maurice Suchère (13); **Haute Saône** : M. Alain Goguy (1); **Haute Savoie** : Mme Michèle Sabatier (1); **Seine Maritime** : Mmes Claire Thieulent (6), Marie José Pigeon

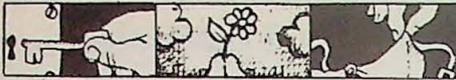
(7); **Seine-et-Marne** : Mme Françoise Grosbois (2), M. Pierre Henry (4), Mme Monique Chich (5); **Yvelines** : Mme Marie Pascale Lauret (1), MM. Patrick Andrivet (3), Pierre Herry (8); **Deux-Sèvres** : M. Jacques Duhurt (1); **Var** : Mme Gisèle Farman (1); **Vaucluse** : M. Claude Leroy (1); **Vienne** : M. Bernard Conseil (1); **Yonne** : M. André Ponchel (3); **Territ de Belfort** : M. Michel Lab (1); **Hauts de Seine** : MM. Jacques Brunstein (3), Gilles Requile (7), Didier Mathieu (8), Richard Linder (9), Jean-Claude Chaillou (10); **Seine Saint Denis** : Mme Françoise Miret (1), MM. Jean Yves Gueguen (2), Christian Chardon (4), Gérard Beche (7), André Chavigneaud (9); **Val de Marne** : Mme Christiane Leroux (2), M. Jean Michel Moreau (5); **Val d'Oise** : MM. Gilles Bourchy (1), Jean Paul Parrage (3); **Paris** : Mmes Martine Guillaume (1), Danièle Larcena (3), M. Pierre Jallée (4), Mmes Marie Annick Radiguet (5), Chantal Labat-Gest (9), M. Bernard Ravenel (11), Mme Viviane Cartairade (13), Geneviève Petiot (14), Simone Liehrmann (15), Léoncie Morère (16), Christine Carlier (17), Marie Françoise Pirot (19), M. Jean Paul Bois (22), Mme Marie Reine Forest (23), M. Jacques Semelin (24), Mme Josette Sennecot (26), M. Charles Cimerman (27), MM. Gérard Andrieux (28), Arnaud Boland (29), Guy Philippon (30);

Le Front autogestionnaire participe aussi aux candidatures suivantes :

Alpes de Haute Provence : Jean Collombon (1); **Eure** : M. Jean Paul Leclerc (1); **Isère** : Mme Hélène Franconie (1), Geneviève Jinot (2), M. Marcel Deglane (3); **Seine Maritime** : Mme Ginette David (1), M. Jean Paul Nicol (2), Mmes Anne Marie Chardon (3), Monique Wable (4); **Vendée** : MM. Jean Coirier (1), André Aubineau (2); **Essonne** : M. Michel Martin (2);

Le Front autogestionnaire soutient la candidature du soldat Jacques Mamou (Paris 12) présenté par « informations pour les droits du soldat » (IDS). Une liste complémentaire donnera les derniers candidats du Front autogestionnaire.

Les chiffres entre parenthèses indiquent les circonscriptions.



Gamin : des oublis

Ma lettre a pour objet l'article paru dans TS n° 771, ayant pour titre : « Nantes : un gamin pas comme les autres ». Trois remarques :

1) Cet article, bien présenté, ne fait pas mention d'une liaison CAF-DDASS. « Suite aux propos rassurants de Mme Veil, le conseil d'administration de CNAF, réuni le 15 novembre 1977, a décidé de verser les prestations post-natales à la réception des fiches à la DDASS. »

2) Oubli également en ce qui concerne une rencontre nationale le 25 novembre 77, à Paris, du collectif national (CSCV, CSF, SMG, CNTS, plus des militants) dans lequel se trouvaient des camarades de Nantes. Collectif qui a ses limites.

3) Cette dernière remarque concerne l'action et les moyens de lutte contre Gamin. L'article n'en parle pas. Ou presque pas. La popularisation, la sensibilisation de plus en plus grande ne représentant qu'une première étape. La question : quels moyens prendre pour lutter contre Gamin ? est de taille. L'article n'y fait pas allusion.

Paul SAVRY, Rouen ■

Soyez vraiment contre la peine de mort

Je sais que vous êtes contre la peine de mort et que, comme l'écrit Georgie Viennet, présidente de l'AFCPM (Association française contre la peine de mort), vous ne voulez pas vous contenter d'un engagement philosophique mais participer activement à l'abolition de cette peine.

Je sais que vous pensez qu'il est coupable de rester silencieux et qu'il est nécessaire de se faire entendre. Aussi, avec l'accord de Georgie Viennet, j'ai décidé de

créer une section de l'AFCPM dans ma région, c'est-à-dire le nord-est du Val-d'Oise et le centre-sud de l'Oise.

J'essaie donc de réunir des adhérents de l'AFCPM ainsi que des personnes désireuses d'adhérer à cette association, tant au niveau de ses principes que de son action.

Vous m'écrivez (ou vous me téléphonez) pour me dire si vous êtes d'accord pour la création de ce groupe ; je me mettrai alors en rapport avec G. Viennet et l'animateur national, et nous nous réunirons.

Rémy VERMEILLE, 31, bd P. et M. Curie, 60530 Boran-sur-Oise (tél. 456 95 35) ■

Boulot, lutte des classes amour et liberté

A propos de la lettre de M. Boutonnet dans le dernier TS (n° 771), décidant de ce qui intéresse ou n'intéresse pas les travailleurs...

1) La sexualité ne concerne-t-elle pas les travailleurs ? C'est toujours le même vieux refrain de la vieille gauche. Aux uns le boulot et la lutte des classes, aux autres l'amour et la liberté. Merci pour les premiers.

2) N'y aurait-il donc pas de travailleurs homosexuels ? Cette conception de l'homosexualité qui serait le propre des artistes, marginaux, drogués, intellectuels et malades, c'est celle qui court partout, de L'Aurore à France-Soir et au Parisien libéré, sans oublier Minute...

C'est parce que le PSU représente véritablement une « gauche différente » qu'il favorise l'expression libre de toutes les minorités exclues et baillonnées (pour leur sexe, leur race, leur sexualité, leur langue, etc). Cela parce que leur combat est le même que le nôtre, celui des autogestionnaires, des femmes, des immigrés.

Bravo, au contraire, pour ceux qui ont

pris l'initiative de cette commission homosexuelle qui sera, je pense, en relation vivante avec l'ensemble du parti.

Christine CARLIER ■

J'ai pu être soldat et candidat

En 1976, alors que de nombreux animateurs des Comités de soldats et certains de leurs soutiens civils étaient inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat, j'ai été candidat aux élections cantonales.

J'étais alors caporal parachutiste, appelé 75/08 au 1° BCP. Et c'est sans difficulté que j'ai obtenu de mon colonel les jours de permission qui m'ont permis de mener une campagne active en faveur des droits démocratiques des soldats.

Ce n'est que par la suite que j'ai eu des difficultés personnelles, battant tous les records de sorties sur le terrain et de sauts des membres de ma compagnie.

Le ministère de la Défense a alors admis ce libre exercice de ses droits civiques par un appelé du contingent. C'est le moins qu'il pouvait faire, à une époque où un tiers de chaque classe d'âge est exempté de ce service militaire. Mieux, le ministère de la Défense s'en est même vanté à l'heure du bilan, faisant remarquer dans un pluriel audacieux : « Des appelés du contingent ont fait acte de candidature » (voir Le Monde du 19 mars 1976, sous le titre : « Les militaires ont pu exercer leur droit de vote »).

Aussi je m'étonne que M. Jacky Mamou, aspirant, rencontre aujourd'hui des difficultés pour obtenir la permission à laquelle lui donne droit sa candidature aux élections législatives de 1978.

Je m'associe au Comité de vigilance qui défend M. Jacky Mamou, et aux démarches du président de la Ligue des droits de l'homme, M. Henri Noguères.

Louis JOUVE ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : Claude Desliat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel.
● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :

Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque
38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88 33

Changement d'adresse

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes.

● **Où va la France ?**

Différent et unitaire
par **J.-M. Demaldent** p 5
Dossier : une autre logique économique
par **A. Granou** p 6
Choisir... vraiment
par **H. Bouchardeau** p 10
CFDT : planification et nationalisations
par **Y. Sparfel** p 11



● **Spécial élections :**

PSU : une initiative unitaire
par **M. Mousel** p 12
Bas-Rhin : J. Jacquino, du PS au Front
autogestionnaire
propos recueillis par **A. Jung** p 12-13
Rouen : naissance d'une Convergence
par **C. Wargny** p 13

● **Social**

La femme est l'avenir
par **S. Ruel** p 14

● **Armée**

Pas vraiment méchant mais jamais content
par **J.-L. Bachery** et **J. Lafarge-Bene-
teau** p 15

● **Géothermie**

Réinventer l'eau chaude
par **P. Charbo** p 16-17

● **Tribune libre**

Front autogestionnaire, front des exploités
par **J. Chérel** p 18

● **Forum de l'autogestion**

La Roche-sur-Yon : les lendemains d'un
bon accord
par **C. Wargny** p 19

● **Et pourtant elle tourne**

Ethiopie : la déroute somalienne
par **Ph. Leymarie** p 20



Portugal : Lopes Cardoso : l'évolution du
PS est irréversible
propos recueillis par **B. Ravenel** p 21

● **Les armes de la critique**

Sélection cinéma ; théâtre : Gotcha
par **F. Gastellier** p 22



Télé : écrans noirs
par **Ph. Leymarie** p 23
« Cette machine tue les fascistes » : Votez
Woody Guthrie p 24

Différent et unitaire

Par Jean-Marie DEMALDENT



La CFDT vient de faire une double proposition qui rejoint nos préoccupations unitaires. Elle demande aux partis de gauche de s'engager clairement sur la question du désistement ; elle avance de nouvelles propositions portant notamment sur les nationalisations et la planification, qui constituent une excellente base pour le débat programmatique indispensable.

Tant qu'il y aura une droite à battre, on ne pourra pas ranger « au musée » la discipline électorale de la gauche ; tant qu'il y aura une bourgeoisie à vaincre, les organisations se réclamant du mouvement ouvrier devront frapper ensemble. En laissant planer un doute qui ressemble à un chantage sur le désistement au second tour, le PCF crée de mauvaises conditions pour gagner. Cette position ne le renforce pas et n'est pas sans rapport avec les reculs de la CGT aux élections professionnelles dans le collège ouvrier. Il est facile d'ironiser sur le principe socialiste de la « discipline républicaine » (qui vaut même en faveur du Front autogestionnaire, n'est-ce pas ?) et les « occasions perdues ». Mais les travailleurs exigent d'abord que ne soit pas perdue l'« occasion » d'infliger une défaite électorale à la droite. La menace d'un désistement sélectif, brandie par le PCF afin d'obtenir les garanties contre un virage à droite, ne peut produire que des résultats contraires au but recherché. Suivie ou non d'effets, elle contribue à faire perdre des voix et des sièges à la gauche et donc à aggraver le poids des éléments de gauche les plus sensibles au compromis avec la droite. La seule garantie réside dans la mobilisation populaire. Remettre en cause le réflexe unitaire le plus élémentaire défavorise son développement.

Le PSU réaffirme le principe du désistement au second tour en faveur du candidat de gauche le mieux placé. Il souhaite que des aménagements obtenus par accord entre les partis de gauche corrigent le scrutin majoritaire injuste dans le sens de la proportionnelle. Mais il ne s'agit pas d'une condition ou d'un préalable. A défaut d'un tel accord, le PSU appliquera le principe défini ci-dessus.

Pour gagner les élections, encore faut-il que la confiance s'établisse et que le débat s'engage ; les travailleurs veulent que leurs aspirations soient satisfaites. La CFDT l'a compris et il faut s'en féliciter. La majorité du PS a endossé de graves responsabilités en refusant de reprendre les discussions avec le PCF alors que ce dernier l'y invitait sans poser de conditions préalables. Elle n'améliore pas ainsi les conditions du report des voix au second tour. En disant qu'il faudra étaler dans le temps les nationalisations, en répétant que les travailleurs consentiront davantage de sacrifices à un gouvernement de gauche, François Mitterrand tourne le dos aux revendications populaires et à la transformation de l'échéance électorale en offensive victorieuse. Il y a là une attitude impériale qui consiste à choisir la date des discussions en fonction de rapports de forces parlementaires : les travailleurs n'ont que faire de ce jeu politicien mais veulent un programme satisfaisant leurs revendications les plus urgentes.

Il existe une gauche différente en gestation dans le Front autogestionnaire. Elle ne sélectionne pas les revendications selon la logique d'un programme gouvernemental établi en fonction d'équilibres capitalistes à rétablir. Elle part de l'aspiration à vivre, produire, travailler autrement et en dégage une perspective en rupture avec le capitalisme : l'autogestion socialiste.

Celle-ci suppose l'unité populaire qui passe par l'unité d'action, la pratique du désistement et le débat sur les objectifs. Jusqu'à quand la gauche traditionnelle va-t-elle pratiquer ses jeux stériles qui finissent par provoquer l'écœurement ? Aujourd'hui plus que jamais il faut afficher notre différence tout en multipliant les initiatives unitaires. La CFDT vient de montrer que c'est ce que de nombreux travailleurs attendent. ■

UNE AUTRE LOGIQUE ECONOMIQUE

La crise est une réalité quotidienne depuis plusieurs années. Les travailleurs ont le sentiment qu'elle va s'aggravant depuis plusieurs mois, et que ce « bout du tunnel » qu'annonçait J. Chirac fin 1975

est encore loin. Pourtant le gouvernement se félicite à grand bruit d'avoir engagé l'économie française sur la voie du redressement. Alors ? Qu'en est-il exactement ?

OU EN SOMMES-NOUS ?

INFLATION. Alors que la hausse des prix de détail s'est poursuivie à un rythme de 10 % jusqu'en septembre selon l'indice officiel, elle n'a été que de 0,3 % en novembre et décembre, de 0,5 % en janvier ; et R. Barre aussitôt d'annoncer une nette décélération ! La ménagère qui fait son marché n'a pourtant pas l'impression que l'inflation se soit ralentie.

C'est que le décrochement de l'indice officiel depuis novembre n'est pas le résultat d'un ralentissement de l'ensemble des prix. Il est la conséquence de la baisse imposée par le gouvernement à certains prix qui entrent, comme par hasard, pour une part non négligeable dans l'indice : chacun se souvient encore de l'opération « *beurre de Noël* », croissant à 1 franc, et des baisses imposées sur certaines viandes ou poissons. Par ailleurs le gouvernement a différé jusqu'en février les hausses de prix de l'essence, du lait, des tarifs de transports, du charbon... dont l'effet sur l'indice ne sera connu qu'après les élections.

Par l'artifice de cette politique, le gouvernement s'est dispensé d'un blocage général des prix mais aussi d'une véritable lutte contre l'inflation qui, en s'attaquant à la formation des profits et des prix, l'aurait opposé au patronat et aux commerçants. Résultat ? L'indice des prix, dont les syndicats contestent depuis plusieurs années la construction, a aujourd'hui totalement décroché de la hausse réelle des prix. En imposant le maintien du pouvoir d'achat, le « *plan Barre* » a en fait imposé une dégradation générale du pouvoir d'achat d'au moins 5 %, durement ressentie par les bas salaires : la fameuse « *hausse plus rapide* » du SMIC (12,5 %) est restée inférieure à la hausse réelle des prix (environ 15 %).

CHOMAGE. Il donne lieu au même type de manipulations. Alors que les inscriptions de demandes d'emploi à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) se sont régulièrement accrues jusqu'au mois d'octobre (de plus de 10 % par rapport à 1976), le gouvernement a annoncé une diminution des demandes d'emploi depuis novembre correspondant, selon lui, à une baisse du chômage. La publication du chiffre de janvier, qui fait apparaître une nouvelle baisse de 25 000, lui permet de confirmer un renversement durable de la tendance. Or, dans le même temps, les statistiques de licenciements pour cause économique relèvent une forte augmentation (plus de 350 000 en un an), correspondant à la multiplication des fermetures d'entreprises ; celles relatives à la durée moyenne du chômage montrent un allongement de trois semaines (216 jours). Alors ? Il y a un truc.

Il y a même plusieurs trucs :

- L'opération « *pacte pour l'emploi des jeunes* » a permis ne pas considérer comme demandeurs d'emploi les 142 000 stagiaires qui ont de fortes chances de devenir des chômeurs à plein temps lorsqu'en avril l'Etat ne paiera plus leurs charges sociales et une partie de leur salaire.

- Le gouvernement a décidé depuis six mois plusieurs mesures administratives visant toutes à éliminer une partie des chômeurs des demandes de l'ANPE. Ainsi a-t-il renforcé les contrôles, exclu des

inscriptions les chômeurs en instance de service militaire et les ouvriers de la sidérurgie de plus de 56 ans et 8 mois. Il a surtout décidé la radiation immédiate des chômeurs absents au premier pointage (mesure dont l'effet attendu en janvier 1978 est de 70 000 chômeurs) et une modification des inscriptions en retardant celles-ci de 15 jours à partir de janvier (sous prétexte de laisser au chômeur une possibilité de trouver pendant ce laps de temps un emploi !) dont l'effet principal se situera en février (environ 60 000 chômeurs).

Ainsi, comme l'ont déclaré les syndicats CFDT et CGT(1) en dénonçant ces manipulations gouvernementales, le chômage peut continuer de croître ; seules diminuent les demandes d'emploi comptabilisées et elles seules.

BALANCE COMMERCIALE. Même le redressement de la balance commerciale relève de l'artifice. Il ne résulte en effet ni d'un accroissement des exportations françaises, ni d'une diminution de la proportion des importations par rapport à la production. Il est la conséquence mécanique du ralentissement de la production sur les importations depuis trois mois. La balance commerciale accuse de ce fait un déficit de 11 milliards en 1977 qui explique pourquoi, depuis des mois, les milieux financiers jouent le franc à la baisse ; jouent et gagnent !

Les succès dont se vantent R. Barre ne sont que mensonges. Là où le président de la République avait annoncé la présence du premier



économiste de France, les travailleurs découvrent aujourd'hui un illusionniste aux tours minables, incapable, comme son prédécesseur, de faire face à la crise parce que bien résolu à tout mettre en œuvre pour défendre les profits de l'ensemble des patrons et les revenus des commerçants et des gros paysans. Que lui reste-t-il à faire, sinon faire payer les travailleurs ?

QUELLE CRISE ?

Lorsque s'éteindront les lampions de la campagne électorale et que viendra l'heure des décisions, c'est à une crise toujours présente et plus profonde qu'il faudra faire face. Mais de quelle crise s'agit-il ?

CRISE DU CAPITALISME ET NON DES RAPPORTS INTERNATIONAUX. Pour la propagande gouvernementale et patronale, la crise est une fatalité, un dérèglement de l'économie mondiale provoqué par la hausse du prix du pétrole ou par l'affaiblissement de la monnaie américaine, la conséquence de phénomènes extérieurs à l'économie française ; bref, la crise, c'est les autres.

Or, si la crise est une crise générale du capitalisme (2) et non une crise des rapports internationaux, c'est qu'elle s'ancre profondément dans les conditions de la croissance capitaliste du dernier demi-siècle et dans la très forte interdépendance qui lie pays capitalistes, pays non industriels et de plus en plus les pays « socialistes » du fait de l'internationalisation de la production dont les firmes multinationales ont été le fer de lance. Cette croissance peut être caractérisée par :

- la mise en œuvre de nouvelles formes d'organisation de la production à partir de la généralisation de la parcellisation du travail et de l'automatisation des procès de travail parcellisés ;
- la transformation du mode de vie par l'extension de la production de masse et de la marchandise dans tous les rapports sociaux ;
- une réorganisation, sur ces bases et sous l'impulsion de firmes multinationales américaines, des rapports internationaux et la réorientation des tentatives de développement autonome, notamment en Amérique latine, vers l'approvisionnement des marchés capitalistes.

RÉSISTANCE POPULAIRE. A partir des années 60, cette croissance s'est heurtée à des résistances de plus en plus vives des travailleurs subissant directement l'exploitation mais aussi de larges couches de la population. Ces luttes ont accentué les contradictions inhérentes à la croissance capitaliste : nécessité de toujours plus de capital pour assurer un même volume de production ; concurrence entre firmes les poussant à accroître leurs investissements jusqu'à provoquer des surcapacités de production ; endettement massif pour financer les investissements créant l'illusion d'un accroissement de richesses inexistant. Des quantités croissantes de travail, de matière, et de capital sont devenues nécessaires pour assurer le même niveau de production. Les capitalistes ont abondamment puisé dans les ressources naturelles pour réduire leur coût de production, perpétuant le pillage des matières premières, s'appropriant l'espace au détriment de tout équilibre écologique, multipliant destructions et gaspillages. Le recours à l'inflation a permis un temps de masquer la baisse de rentabilité du capital et d'alléger le poids de l'endettement.

Mais il a déstabilisé les rapports monétaires dans la mesure où ceux-ci ne correspondaient plus à la réalité des échanges entre pays. Telles ont été les conséquences de la recherche inassouvie du profit.

La croissance capitaliste a atteint depuis plusieurs années le point de rupture. L'organisation du travail est l'objet de luttes ouvertes et de résistances multiples (absentéisme, ras-le-bol, auto-réduction...) qui élèvent le coût de la main-d'œuvre et contraignent les capitalistes à revaloriser le travail manuel. Les luttes contre la mauvaise qualité



des produits, contre la destruction de l'environnement et, plus récemment, contre le nucléaire ont contraint les capitalistes à tenir compte de ces exigences nouvelles. Mais, en même temps, les capitalistes ont engagé, avec l'appui de leurs gouvernements, une contre-offensive visant à briser ces luttes et à garder les mains libres pour réaménager la croissance capitaliste. La montée de la répression et la militarisation d'un nombre croissant de pays est une conséquence directe de la crise et de la vulnérabilité des Etats qu'elle a brutalement mise à jour. La concurrence sauvage que les pays capitalistes se livrent pour un nouveau partage du monde relance aujourd'hui les risques d'une guerre mondiale.

QUELLES REPONSES A LA CRISE ?

AUSTERITE GOUVERNEMENTALE ET PATRONALE. Gouvernement et patronat répondent en un mot : *austérité*. Cette politique, mise en œuvre depuis 1974 et accentuée par le « plan Barre », est celle que la majorité actuelle préconise de reconduire pour les années à venir. Mais elle n'est pas la solution à la crise comme le montrent les appels à la relance du RPR et du patronat. Pourquoi ? Parce que, pour sortir de la crise, les capitalistes n'ont pas seulement besoin de restaurer leurs profits et leurs capacités financières. Il leur faut transformer ces profits en capital productif dans des conditions assurant la rentabilité recherchée. D'où la question : où investir ?

• **Dans quelle industrie ?** L'électronique, dont l'expansion est considérée comme certaine, est l'objet d'une concurrence féroce entre Américains et Japonais ; les firmes françaises n'ont pas la capacité d'y faire face. La pétrochimie connaît actuellement des surcapacités de production dont la rentabilisation à terme dépendra de l'évolution du prix du pétrole ; en attendant, comme dans la

sidérurgie, les gouvernements cherchent, avec les principaux groupes de la pétrochimie, à éviter une concurrence désastreuse et à fermer une partie des unités de production. L'industrie nucléaire commence à douter de son avenir avant même d'avoir comblé les espoirs de ceux qui y ont vu la voie royale d'une relance de l'accumulation : le groupe Westinghouse loue ses brevets mais ne produit pas aux Etats-Unis ; les groupes allemands vendent des centrales au Brésil, mais acceptent un moratoire au niveau national ; en France, la CGE et Creusot-Loire veulent bien construire des centrales si le gouvernement apporte les fonds nécessaires aux investissements qu'ils n'estiment pas rentables. Dans l'automobile, dans les matériaux de construction... dans la plupart des industries, c'est le même attentisme qui prévaut, sans que l'on sache pour combien de temps.

• **Dans quelle région ?** La crise a profondément modifié les flux de capitaux. L'Europe, en dehors même de son instabilité politique, n'offre pas les mêmes avantages de salaires et de main-d'œuvre qu'au début des années 60. Par contre les Etats-Unis partent à la

reconquête du Sud, dont l'élection de Carter symbolise le retour en force. Les pays non industriels restent attractifs par leurs bas salaires et leur abondance de main-d'œuvre, mais l'instabilité politique nécessite une militarisation des économies et pousse à un affrontement de plus en plus direct entre les USA et l'URSS.

Les groupes internationaux, qui annonçaient hier que la crise n'allait pas interrompre leurs investissements même si elle les contraignait à un certain redéploiement, sont aujourd'hui plus hésitants. L'attentisme est devenu la règle, celle de toutes les crises. La cartellisation refait son apparition au niveau mondial derrière le masque du « libre-échange organisé ». Le « nouvel ordre économique international » (NOEI) ressemble étrangement à l'ancien : un partage du monde sous hégémonie américaine.

Mais le capitalisme américain a aujourd'hui besoin de relais pour imposer sa loi et sa politique. Le capitalisme allemand joue d'ores et déjà ce rôle en Europe. Dans le domaine économique, il est en train d'imposer à l'Europe sa politique conservatrice. Une politique que l'hebdomadaire financier américain *Business week* (3) comparait récemment à celle mise en place par le prince Metternich contre la Révolution française : « pratiquement, écrit-il, l'âme du modèle de politique économique allemande est la Banque fédérale allemande. Intellectuellement, elle a ses origines dans les thèses monétaires de Milton Friedman, prix Nobel d'économie » et, faut-il ajouter, auteur de la politique économique chilienne de Pinochet dont le principal résultat est un taux d'inflation de 500 % en un an, entraînant un effondrement du pouvoir d'achat des travailleurs et une hausse fantastique des profits (4).

Le capitalisme français ne peut accepter une telle subordination sans renoncer à l'expansion réalisée depuis quinze ans. Ne pouvant affronter une guerre commerciale et monétaire ouverte, les groupes français tentent une double consolidation :

- Avec le capitalisme américain d'abord, en multipliant les alliances avec les groupes américains auxquels ils apportent leur savoir technologique en échange d'une part des marchés que ceux-ci contrôlent (dans le nucléaire, l'informatique, les télécommunications, l'aéronautique...)

- Avec le capitalisme allemand ensuite, à travers la recherche d'un partage du pouvoir dans le cadre d'une union politique, quitte à s'aligner sur la politique conservatrice allemande.

Assainir les structures financières, stabiliser les coûts de production, tels sont les buts des politiques économiques actuelles. Cette austérité redoublée peut s'accompagner ici ou là de timides appels à la relance (et de préférence chez les autres) ; mais cette relance vise uniquement les investissements, de façon à éviter un effondrement des industries de biens d'équipement.

On comprend mieux dès lors la profonde indigence du Programme de Blois comme l'inexistence des propositions économiques du RPR. Manque d'imagination, sans doute. Mais, plus encore, nécessité de gérer l'attentisme des groupes financiers, de ne pas s'engager dans des projets qui se révéleraient sans lendemain. Mais nécessité aussi de ne pas compromettre la restructuration des alliances internationales des groupes par un brutal repli protectionniste. L'austérité s'inscrit dans cette stratégie d'attente.

RELANCE DE LA CONSOMMATION SELON PCF-PS. La réponse du Programme commun s'oppose à cette politique en ce qu'elle vise à assurer la relance de la consommation. L'idée est simple : si on augmente les salaires, les prestations sociales, les retraites, on augmente la consommation ; on crée donc un besoin de production supplémentaire qui permettra le retour à la pleine utilisation des capacités de production et entraînera de nouveaux investissements, donc créera des emplois. A cela s'ajoutent les emplois qui seront

créés dans les administrations (PTT, impôts...) et les services collectifs (crèches, hôpitaux, écoles...) : ils contribueront à résorber le chômage et, en distribuant des salaires, à relancer l'économie.

D'accord sur cette relance par la consommation, PS et PCF divergent dès qu'il s'agit d'en définir l'ampleur, c'est-à-dire d'en apprécier les conséquences sur les prix, le budget de l'Etat, le commerce extérieur... Soucieux de ne pas compromettre la compétitivité des groupes français sur le marché mondial, le PS prêche une modération aux accents d'austérité ; le PCF, rallié aux contraintes des



équilibres macro-économiques, cherche à concilier la satisfaction des revendications monétaires des travailleurs, familles et retraités avec le retour à une forte croissance dans laquelle il avait vu les conditions d'une redistribution des revenus venant sceller l'alliance antimonopoliste.

Ces divergences ne sont pas nouvelles. Elles étaient implicites dans le Programme commun dès 1972. Mais la croissance de l'époque rendait possible des compromis entre rentabilité et redistribution que la crise a réduits à néant. Les divergences entre libre-échange et protectionnisme (et donc la nature atlantico-européenne ou non des alliances), entre une large nationalisation et le recours au marché (et donc l'extension aux filiales des nationalisations), entre la recherche de la compétitivité et le renforcement des pouvoirs des travailleurs (et donc le mode de désignation des dirigeants et les critères de gestion) ne pouvaient qu'éclater au grand jour. Dans la mesure où des divergences existaient et se seraient manifestées lors de la mise en œuvre du Programme commun, il était préférable qu'elles apparaissent avant et permettent d'engager le débat sur la nature du changement que les travailleurs attendent d'un gouvernement de gauche. En clarifiant le débat, elles ont permis de préciser la limite d'une politique qui ne rompt pas clairement avec le capitalisme.

QUEL PROJET POUR LA GAUCHE AUTOGESTIONNAIRE ?

Une ambiguïté d'abord doit être levée, en ces temps où il est de mode de renvoyer dos à dos, dans le même rejet nihiliste, la droite et la gauche. L'austérité, qu'elle s'accompagne ou non d'une politique de relance de l'investissement, est une politique qui tourne le dos aux revendications des travailleurs, des familles et des retraités. La relance de la consommation est au contraire une politique qui prend appui sur celles-ci. Mais est-il suffisant de prendre appui sur les revendications pour sortir de la crise ?

ARTICULER SATISFACTION DES REVENDICATIONS ET TRANSFORMATION DES RAPPORTS DE TRAVAIL ET DE CONSOMMATION. Si la relance de la consommation est une nécessité immédiate, elle ne modifie en rien en effet les conditions de la croissance — quand elle n'entretient pas l'illusion de les restaurer ! Dans ces conditions, si elle est trop forte, elle entraînera une riposte de la part du patronat (relèvement des prix et refus d'investir, donc recours

accru aux importations) ; ou bien, elle doit s'accompagner d'une très large nationalisation qui permette d'assurer la relance de la croissance avec un taux de rentabilité plus faible. Mais ni la modération de la relance proposée par le PS, ni l'extension des nationalisations demandée par le PCF ne répondent à la situation de crise actuelle. La satisfaction des revendications, exigence fondamentale, ne peut créer la dynamique d'une croissance socialiste que si elle s'articule à des objectifs de transformation des rapports de travail et de consommation, et cela à l'échelle nationale comme internationale. Deux exemples :

● **Le pouvoir d'achat des salaires.** Son augmentation ne peut être satisfaite que si les travailleurs font en même temps échec aux possibilités de hausses de prix, notamment au niveau de l'entreprise. Cela n'est pas concevable sans une double transformation dans l'entreprise : d'abord en termes de pouvoir, par le droit des travailleurs sur la comptabilité et plus généralement sur l'ensemble des mouvements de trésorerie ; ensuite en termes d'organisation de la production, de façon à faire échapper celle-ci à la loi du profit.

La hausse du pouvoir d'achat doit dès lors s'articuler sur des objectifs de transformation des rapports dans l'entreprise d'un côté et de l'autre de la consommation, de la nature et de la qualité des biens à produire, des modes de distribution. Rejetant aussi bien la remise à plus tard de la transformation du mode de vie et l'abandon d'une amélioration immédiate et substantielle du niveau de vie de la grande majorité des travailleurs, familles et retraités, le Front autogestionnaire propose que cette amélioration immédiate amorce cette transformation même si elle est nécessairement plus lente et si elle doit être l'objet d'un large débat. A quoi servirait de relancer des productions qui, très rapidement, ne trouveraient pas de débouchés ? De même la lutte contre l'inflation doit s'accompagner d'une réorganisation de la distribution et du rôle de la publicité ; la réduction du coût du crédit à la consommation par la suppression des intermédiaires financiers et son allocation directe par les banques de dépôts doit ouvrir la réflexion sur les rapports entre crédit et consommation dans notre société.

● **l'emploi.** La résorption du chômage ne peut pas résulter seulement de la reprise de la production et de la création d'emplois publics : dans le premier cas, parce que la recherche de gains de productivité limitera l'impact sur l'emploi et le subordonne à celle d'une forte mobilité de la main-d'œuvre ; dans le second cas, parce que le coût des emplois publics impliquera un alourdissement de la fiscalité, y compris des salariés. La relance de la production doit s'accompagner d'une meilleure répartition des charges de travail à partir d'une réduction de la durée du travail à 35 heures et d'une réorganisation du travail visant en priorité la suppression du travail de nuit, l'allègement des travaux pénibles, la recherche de la sécurité, dont les comités d'atelier auront à débattre. La création d'emplois publics doit répondre aux mêmes objectifs, la réduction de la durée du travail devant permettre un réaménagement entre temps de travail et temps hors travail et donc une autre utilisation des équipements collectifs en liaison avec de nouvelles formes d'organisation du travail rompant avec le processus actuel de parcellisation et de déqualification au sein de ces services.

Cette stratégie vise à faire de la satisfaction immédiate des revendications le point de départ d'une transformation sociale contenue dans les luttes, à ancrer les revendications dans des objectifs de transformation en organisant les travailleurs pour qu'ils en prennent eux-mêmes en charge la réalisation.

Est-ce à dire que toute politique gouvernementale est inutile ? Ce serait laisser le champ libre au marché et aux intérêts individuels. On se retrouverait vite aux prises avec les problèmes de concurrence et d'inégalités.

Mais cette politique *par le bas* que préconise le Front autogestionnaire implique de repenser totalement le rôle et le mode d'élaboration de la politique gouvernementale. Les politiques *par le haut* font dépendre l'avancée des transformations sociales de décisions centrales soumises aux contraintes qu'impose l'organisation sociale capitaliste. Une politique autogestionnaire doit, au niveau du gouvernement et du Parlement, être au contraire l'expression directe des transformations en cours à la base, en être le catalyseur, leur donner les bases légales indispensables, assurer enfin la cohérence de façon à corriger les inégalités héritées du capitalisme.

QUELLE NATIONALISATION ? La rupture avec le marché capitaliste, sans laquelle il n'y a pas de transformation des rapports sociaux possible, peut dès lors être pensée comme un renversement du pouvoir économique et une appropriation collective de la production et des échanges (5). Ce renversement vise en premier lieu la conception

que l'on se fait des nationalisations. Instrument d'expropriation immédiate du capital privé des principaux moyens de financement et de crédit, la nationalisation d'une partie du crédit et d'un nombre restreint de groupes industriels et de leurs filiales ne permet ni de réorienter centralement l'économie, ni de transformer le pouvoir dans les entreprises. Une telle conception instaure en fait un double secteur, nationalisé et privé ; en ce sens, elle suppose le respect de l'initiative privée et donc du « libre » jeu du marché et de la loi du profit venant contre-carrer les objectifs du Plan et des entreprises nationalisées ; et elle entraîne une véritable scission au sein des travailleurs, les uns bénéficiant de garantie de salaire et d'emploi octroyées centralement que les autres devront tenter d'arracher par leurs luttes.

La nationalisation (et nous entendons par là la nationalisation de la totalité du crédit, y compris le crédit mutualiste, la nationalisation, outre les 9 groupes visés par la gauche et leurs filiales, de la sidérurgie, du secteur pétrolier, de Michelin, Hachette, des transports aériens et maritimes, du traitement et de la distribution des eaux, des sociétés de financement des télécommunications et des autoroutes) doit au contraire être l'instrument d'une *dynamique de contrôle* étendue à toutes les entreprises. Elle devrait donc s'appuyer sur la mise en place de *comités d'atelier* et de *service* dans toutes les entreprises, banques et administrations ayant notamment pouvoir sur l'organisation du travail et la sécurité et sur l'*extension des pouvoirs des comités d'entreprise*, notamment sur la comptabilité et la trésorerie, sur les investissements et l'emploi. Il appartiendra au gouvernement de donner une base juridique à ces nouveaux pouvoirs et à en amorcer la dynamique par leur mise en place rapide dans les entreprises nationalisées. Enfin, les garanties d'emploi, de salaire, de couverture sociale seront fixées par *conventions collectives* par branches ou par groupes s'étendant à tous les travailleurs, quel que soit leur statut.

PLANIFICATION AUTOGESTIONNAIRE. Une planification autogestionnaire complètera ce renversement du rôle du gouvernement. Car il ne s'agit pas de démocratiser une planification qui resterait conçue comme un débat national entre dirigeants — syndicaux, patronaux, administratifs, nationaux —, privilégiant les centres de décisions centralisés. La planification autogestionnaire doit partir des aspirations et des objectifs de transformation définis par les collectifs de base, en organiser la confrontation et la traduction en termes d'action économique et sociale à entreprendre, assurer la cohérence d'ensemble des propositions, rendre enfin les arbitrages entre les différentes orientations possibles. Elle visera à faire de la région un lieu privilégié d'élaboration politique et de décision, parce qu'elle est un lieu d'identité et de différenciation.

TRANSFORMER L'APPAREIL D'ETAT. Repenser l'action gouvernementale à partir d'une prise en charge autogestionnaire des transformations sociales n'est pas possible sans une transformation radicale de l'appareil d'Etat. C'est pourquoi le Front autogestionnaire se prononce pour une déstructuration des administrations centrales, celles qui gèrent les services collectifs (Education, Santé, Equipement...) comme celles qui assurent la cohésion de l'ordre social (Intérieur, Défense, Justice, Finances...) et leur refonte sur une base régionale et locale sous la responsabilité directe, d'une part des élus et de l'exécutif régional ou communal, d'autre part des travailleurs. Les services administratifs nationaux n'exerceront plus qu'une fonction de coordination auprès du gouvernement.

UTOPIE ? disent nos adversaires parce qu'ils sentent que ce projet traduit en termes réalistes les espoirs de millions d'hommes et de femmes ; « *Utopie réaliste* » affirmons-nous, parce qu'avec ces hommes et ces femmes nous voulons que les luttes pour la satisfaction immédiate d'un mieux-être soit aussi le début d'une transformation irréversible vers une société plus juste, plus libre, plus égalitaire : une société socialiste.

André GRANOU ■

(1) Conférence de presse du 15 février 1978.

(2) Cf. L'Utopie réaliste, Michel Mousel et la commission économique du PSU.

(3) Business Week, 27 juin 1977.

(4) Cf. A. Gunter Frank : « Lettre ouverte à A. Harberger », Les temps modernes, janvier 1975.

(5) Cf. L'Utopie réaliste, chapitre 7.

Choisir... vraiment

Un « programme commun » des femmes, c'est le pied, non ?
Encore faudrait-il qu'il soit « commun », vraiment.

Quand des femmes prennent la décision courageuse de se lancer dans une bataille électorale dont on pourrait dire qu'elle se joue entre quatre ou cinq figures nationales (Marchais a répondu à Mitterrand, qui a dit de Barre ce que lui a renvoyé Chirac), on ne peut qu'applaudir. Après tout, les partis l'ont bien cherché ! Couplets sur les femmes, brochette d'appelées au gouvernement, Convention nationale du Parti socialiste, le Parti communiste est le parti de la libération de la femme... on aura tout entendu. Avant de retomber dans la triste réalité de la pratique politique : Hersant, c'est quand même mieux que Florence d'Harcourt, M. Dugoujon ne sera pas sacrifié à Nicole Pasquier, le PS présente 5 % de candidates quand il compte 25 % de militantes... Bref ! que les femmes en aient assez de militer au service de partis, ou, comme le dit Gisèle Halimi, qu'« elles aient les mêmes raisons d'être mécontentes », qui pourrait en douter ? Et qu'elles présentent leurs candidates « pour la cause des femmes », hors des étiquettes politiques, devrait servir de leçon.

Il reste que quelque chose choque dans la démarche. Et dans le titre provoquant du programme d'abord. Bien sûr, voilà un « programme commun » qui ne risque pas d'être remis en cause par ses partenaires. Puisque partenaires il n'y a pas. En effet, si Geneviève Pastre et Andrée Michel ont collaboré à sa rédaction, à aucun moment il n'a fait l'objet de discussions avec les groupes de femmes existants. Gisèle Halimi s'en est expliquée : programme « commun » doit être pris au sens de « bon pour toutes », de « texte de base », et non au sens du résultat d'une élaboration commune ou d'un compromis. Mais faut-il que nous acceptions, après nous être tant battues contre la hiérarchie et le système de pouvoir actuels, de retrouver le même style de rapports dans le mouvement des femmes lui-même ? Bien sûr, ce mouvement avance lentement. Il peut susciter des impatiences. Une personnalité nationale peut servir de catalyseur et, si elle trouve un écho à ses initiatives auprès de la presse écrite et parlée, il faut que le mouvement des femmes en profite.

A condition pourtant que cela profite réellement au mouvement lui-même. A condition que le spectacle ne soit pas surtout destiné à mettre en valeur la vedette. Nous

savons toutes ce qui s'est passé, en 1973-74, dans la bataille pour la liberté de l'avortement : Gisèle Halimi a su, en particulier au procès de Bobigny, provoquer des prises de conscience et marquer des points contre la législation existante. Mais, dans le même temps, elle se refusait à reconnaître le mouvement qui s'organisait autour des centres où, partout en France, se pratiquaient les avortements, où se manifestait la solidarité concrète entre les femmes, où le mouvement, de spectaculaire, devenait massif. Il n'est pas bon sans doute de remettre au jour les épisodes fâcheux qui ont alors opposé Gisèle Halimi à la plupart des groupes militants. Mais qu'on n'attende pas cependant de notre part le silence ou la naïveté. D'autant que la présentation des candidates de *Choisir* s'est accompagnée de déclarations assez retentissantes sur cette démarche « historique ». Manière d'écrire l'histoire du mouvement des femmes à la façon dont Louise Weiss l'a fait entre les deux guerres, quand, alors que les femmes étaient dépourvues et du droit de vote et de l'éligibilité, elle organisait avec quelques autres des scrutins parallèles... traitant de timorées toutes celles qui ne se retrouvaient pas sous sa houlette, même si ces dernières luttèrent depuis de nombreuses années dans les syndicats, dans les partis, et dans le mouvement féministe.

Pourtant, le programme commun des femmes n'a pas seulement la vertu d'une opération publicitaire. Le livre contient des propositions très précises. Dont dix textes de propositions de lois. Il faut se réjouir du travail qui a été accompli là, et de l'effort de synthèse réalisé avec les propositions de Françoise Giroud (101 mesures pour les femmes), certains textes du Parti socialiste, du Parti communiste, de la CFDT. Une crainte cependant : les mesures proposées, si elles ne sont pas trop nombreuses, ne sont-elles pas trop morcelées ? Deux conditions sont essentielles pour rendre un projet crédible : que l'on dise sur qui l'on s'appuie, et par quelles luttes on veut aller vers les objectifs que l'on décrit — et le mode d'élaboration du « programme commun » laisse à cet égard planer quelque doute ; que les objectifs fixés soient appréciés à leur juste mesure, replacés dans une vue d'ensemble — et sur ce point nous savons qu'on ne changera pas les conditions de vie des

femmes sans remettre en cause l'organisation du travail, la répartition du temps donné à la production et aux autres tâches sociales, la division des fonctions entre hommes et femmes... bref sans remettre en cause du système capitaliste. Toutes choses sur lesquelles le programme commun des femmes est silencieux.

Huguette BOUCHARDEAU ■

A l'INA comme au tri postal...

L'INA (Institut national audiovisuel), issu du démantèlement de l'ex-ORTF, exerce ses activités dans quatre domaines : formation professionnelle, recherche sur l'évolution des moyens de communication, gestion des archives de radio-télévision, production d'émissions et films « revêtant un caractère expérimental ».

L'INA c'est aussi 950 salariés répartis dans plusieurs centres. Plus du tiers d'entre eux ne bénéficient pas du « statut », ont des contrats à durée déterminée ou sont payés au cachet : bref, ni sécurité d'emploi, ni avantages sociaux.

Le 1^{er} février, le personnel de Bry-sur-Marne, progressivement rejoint par celui des autres centres, se met en grève contre les licenciements. Il demande l'ouverture de négociations sur quatre points : mesures conservatoires pour tous les salariés hors statut dont les contrats arrivent à échéance (y compris pour Patricia Guy, secrétaire dont le contrat n'a pas été renouvelé) ; intégration au statut du personnel hors statut occupant un poste permanent ; création des postes nécessaires pour que soit correctement assurée la mission du service de l'Institut et réglementation de l'appel aux prestataires de service ; revalorisation générale des salaires.

Jusqu'à ce jour, la direction, qui exerce sa compétence sous la tutelle du Premier ministre, n'a pas ouvert de véritables négociations. Le personnel se réunit quotidiennement en assemblée générale pour décider des modalités à donner à ce mouvement qui s'élargit dans l'unité (syndiqués et non-syndiqués se retrouvent dans diverses commissions de travail et dans les délégations qui rencontrent la direction). La combativité atteint un niveau jamais obtenu depuis le démantèlement de 1974. La grève est soutenue par les travailleurs des autres sociétés de l'ex-ORTF qui ont déjà, à deux reprises, interrompu les programmes et envisagent le dépôt de nouveaux préavis de grève.

Semblable par ses objectifs à la grève des centres de tri et aux mouvements qui se déclenchent dans d'autres domaines du secteur public, ce conflit l'est aussi par la réaction des « autorités » qui ont fait évacuer Bry dans la nuit du 6 février et se refusent à toute concession sur le problème de l'emploi. Reste à unifier ces luttes.

La période n'est malheureusement pas propice à l'unification des luttes dans le secteur public. Celle-ci contribuerait pourtant à une amélioration décisive du rapport de forces et faciliterait une issue victorieuse aux conflits en cours.

Olivier BRUNO ■



Photo Manuel Joachim / Nuda

De gauche à droite : M. Rolant, E. Maire

CFDT : planification et nationalisations

Le document adopté par la CFDT lors de son dernier Conseil national est un pavé dans la marre des petits calculs préélectoraux.

Voté avec 80 % des mandats, lors du dernier conseil national, le document de la CFDT sur la planification et la nationalisation (1) est important à plusieurs titres. En premier lieu il survient dans une conjoncture politique où les débats de fond ont disparu au profit des calculs pré-électoraux et de polémiques d'états-majors qui ont le nez plongé dans les sondages. Il peut donc avoir un effet salutaire si les partis de gauche s'en emparent pour enfin tenter de répondre aux aspirations réelles des travailleurs. La valse-hésitation du PCF vis-à-vis de ce texte démontre d'ailleurs qu'il ne tombe pas à plat : après l'avoir sévèrement commenté *l'Humanité* lui reconnaissait le lendemain des aspects positifs. La CGT, elle, par la bouche de Georges Séguy, y trouvait matière à « un rapprochement très important » avec les positions de sa centrale.

En second lieu, par leur contenu, les propositions de la CFDT ont le mérite d'allier le réalisme et la volonté de révolutionner le fonctionnement et les finalités de l'économie française. Le PS, qui se prépare dans le secret des cabinets d'experts à prendre les rênes d'une politique économique plus axée sur la gestion de la crise que sur des ruptures significatives avec le capitalisme, ne les a pas encore commentées.

Le PSU pour sa part, tant sur la conception de la planification que sur celle des nationalisations et la mise en place de conseils d'atelier, d'établissement et d'entre-

prise, a un large accord avec le document. Mais quels sont donc les objectifs de la CFDT ?

Un plan pour quoi ?

C'est cette question qui a guidé les travaux des cédétistes. Rompant avec une tradition du mouvement ouvrier marquée du sceau de la planification impérative et centralisée, ils ont préféré à l'interrogation : « *quels sont les besoins des citoyens ?* » celle-ci : « *Comment les citoyens exprimeront-ils leurs besoins ?* ». Cela les a amené à traquer les risques d'étatisation et de technocratie.

Pour cela, il faut, selon la CFDT, permettre la prise de parole et la prise de décision aux niveaux les plus décentralisés possibles. Comme l'affirmait Michel Rolant (2), rapporteur du texte, « *la planification n'est pas démocratique, uniquement parce qu'elle apporte satisfaction aux besoins et revendications mais parce qu'à toutes les étapes (préparation des grandes options, choix des objectifs et moyens mis en œuvre), les travailleurs et les citoyens peuvent intervenir.* »

Dans le dispositif prévu par la CFDT, les collectivités locales joueront un rôle exécutif essentiel. La région deviendrait une collectivité territoriale à part entière. Dotée de l'autonomie financière, elle pourrait lever l'impôt, faire son propre plan, avoir autorité sur les administrations de son ressort et ne serait plus soumise à la tutelle des préfets.

La CFDT demande en effet la suppression du corps préfectoral. Les mêmes principes présideraient à une réforme communale.

En attendant que ces procédures et ces rouages fonctionnent (d'ici trois ans), un plan intérimaire sera mis en place. Négocié avec les organisations syndicales, il intégrerait les mesures adoptées lors de négociations immédiates avec le gouvernement de gauche, serait voté par le Parlement.

Socialiser l'économie

La conception des nationalisations de la CFDT a peu varié. Nous nous y attarderons donc moins. Elles sont conçues avant tout comme devant permettre la socialisation de l'économie, comme moyen d'exécuter le plan. Sur leur étendue, la CFDT a choisi une liste qui vise à permettre le contrôle des secteurs « *stratégiques* ». Tout le secteur du crédit, à l'exception des filiales des banques étrangères et des banques mutualistes et coopératives (le Crédit agricole en particulier), les neuf groupes du Programme commun et leurs filiales et sous-filiales contrôlées à plus de 67 % ainsi que certaines filiales stratégiques non couvertes par cette mesure, le secteur de l'énergie et la sidérurgie. 400 à 800 entreprises privées seraient ainsi expropriées dans la liste de la CFDT. Parce qu'elle se situe à mi-chemin entre celle du PS et du PCF, certains commentateurs ont déjà suggéré que cette liste pourrait être la base du compromis...

Mais l'essentiel est moins là que dans les objectifs et les méthodes de gestion et de décision assignés par la CFDT aux entreprises nationalisées. Le rôle essentiel que joueraient les conseils d'atelier, d'établissement et d'entreprise doit en effet être souligné. Les organisations syndicales, tout en émettant un avis sur les candidatures à ces conseils, conserveraient leurs pouvoirs de contrôle. En distinguant clairement gestion et contrôle, le conseil national a voulu lever les ambiguïtés relevées par certains dans l'ancien chapitre 7 de la plate-forme confédérale. Dans la période allant de la loi de nationalisation au fonctionnement des entreprises nationalisées en lien avec le plan, les candidats aux conseils d'atelier, d'établissement et d'entreprise devront avoir l'accord des syndicats, pour éviter toute manipulation. Les directions seraient nommées par les conseils d'entreprise, eux-mêmes élus par un collège des conseils d'établissement et d'atelier.

La CFDT, au total, conçoit les nationalisations comme un moyen de socialisation, de lutte contre le sabotage de la bourgeoisie, de réorientation du développement, de suppression de la division sociale du travail et d'amélioration des conditions sociales du travail. Ces objectifs qui sont également les nôtres devront devenir ceux de toute la gauche pour vraiment changer la situation des travailleurs.

Yves SPARFEL ■

(1) Dont l'essentiel est paru dans *Syndicalisme* des 2 février 1978 et 9 février 1978.

(2) A qui nous donneront la parole la semaine prochaine pour détailler les propositions de ce document.



PSU : une initiative unitaire

Dans une lettre envoyée à la CFDT, au PCF et au PS, le PSU répond favorablement à l'appel de la Confédération d'Edmond Maire

Chers camarades,

Le PSU répond favorablement à l'appel que le Bureau national de la CFDT adresse aux partis de gauche à l'occasion des élections législatives.

Dans cette bataille électorale, le PSU, qui

sera présent comme partie prenante du Front autogestionnaire, entend participer pleinement à la lutte pour la défaite de la majorité actuelle. Il se refuse à faire par quelque moyen le jeu de la droite et rappelle sa décision de désistement en faveur du candidat de gauche placé en tête.

Le PSU considère que, pour réaliser les meilleures conditions d'un report massif des suffrages des électeurs de gauche sur le candidat le mieux placé quel qu'il soit, tout doit être mis en œuvre pour favoriser un accord entre l'ensemble des forces qui participent à la bataille contre la droite. C'est dans la mesure où sont définis des objectifs correspondant aux aspirations des travailleurs et pris des engagements clairs que pourront être surmontés les obstacles actuels à l'union et que pourra se préparer la mobilisation populaire nécessaire à la transformation d'une défaite de la droite en une victoire réelle des travailleurs.

Ayant pris connaissance des propositions de la CFDT sur une série de questions essentielles pour les travailleurs, telles que

l'emploi, les revenus, les investissements, le type de développement, l'aménagement du territoire, les grands objectifs de la politique économique ainsi que les nationalisations, leur étendue, les droits et pouvoirs nouveaux des travailleurs, la nécessité d'une restructuration et d'une socialisation des entreprises nationalisées... le PSU estime que ces propositions pourraient précisément constituer une base de discussion entre l'ensemble des forces de gauche en vue d'aboutir à un accord dont la conclusion rapide aiderait puissamment à une issue positive de la bataille électorale et à la mobilisation des travailleurs pour imposer des changements décisifs.

Le PSU souhaite que de telles discussions s'engagent au plus tôt et si possible dès avant le premier tour.

C'est dans cet esprit qu'il adresse cette lettre au Parti socialiste et au Parti communiste français.

Michel MOUSEL ■
Secrétaire national du PSU

Bas-Rhin

J. Jacquinod : quitter le PS pour le Front autogestionnaire

Deux candidats se présentent dans le Bas-Rhin sous les couleurs du Front autogestionnaire alsacien (Claude Ratzmann à Strasbourg et Roland Stizer à Selestat). Le Front autogestionnaire alsacien regroupe le PSU du Bas-Rhin, les Amis de la Terre, des militants syndicaux, de quartiers et des antinucléaires. Durant le week-end dernier, « Ecologie et survie », membre du collectif Ecologie 78, a décidé de présenter un candidat dans la même circonscription que Claude Ratzmann. Cette décision imposée de Mulhouse (siège d'Ecologie et survie) ne manque pas de surprendre alors qu'un débat était engagé entre les militants strasbourgeois d'Ecologie 78 et du Front autogestionnaire.

Roland Stizer, candidat à Selestat-Erstein, a été l'un des principaux animateurs de l'occupation du terrain de Gerstheim retenu par EDF pour l'implantation d'une centrale nucléaire. Un élément nouveau va sans doute perturber le ronron de la campagne électorale dans le Bas-Rhin : c'est le départ du Parti socialiste d'un certain nombre de militants du CERES qui viennent de créer une association, « Initiative socialiste en Alsace ». L'un des partants est Jean Jacquinod, qui sera d'ailleurs le suppléant de Paul Ratzmann.

TS : Avec d'autres camarades de la fédération du Bas-Rhin du PS tu viens d'annoncer ta démission du Parti socialiste. Pourquoi ?
Jean JACQUINOD : C'est une longue

histoire. Mais avant de répondre à la question : « Pourquoi j'ai quitté le PS ? », il me semble utile de répondre à celle-ci : « Pourquoi y être entré ? ».

Je l'ai fait après le congrès d'Epinay de 1971 que j'ai ressenti comme la rencontre de François Mitterrand et du CERES dont la volonté affirmée était de créer un parti vraiment socialiste, solidement implanté dans la classe ouvrière, militant, présent sur tous les terrains de lutte, un parti enfin dont la finalité était l'autogestion. Trois ans après mai 1968, cela m'a paru véritablement nouveau et j'ai depuis lors milité dans la fédération Bas-Rhin du PS sur les bases du CERES, avec la volonté donc d'être de ceux qui, au sein d'un parti de masse, agissent pour l'ancrer à gauche.

Si, au sein de cette fédération, les sirènes centristes ont toujours rencontré un certain écho, je me souviens encore d'une rencontre, heureusement sans résultats, au soir du premier tour des cantonales de 73 au local du PS, entre les responsables socialistes et les représentants des réformateurs pour un désistement réciproque en vue de « battre l'UDR ».

L'évolution inquiétante des dirigeants socialistes bas-rhinois date de 1975. Il y a eu d'abord dès 1975 des règlements de compte à l'intérieur du « courant majoritaire », puis une guerre d'usure de deux ans contre le CERES, minoritaire à 49 %. Ce fut aussi un essai d'entente qui faillit bien réussir, malgré l'avis contraire des militants, avec les

centristes d'opposition dans la municipalité strasbourgeoise aux élections municipales. Aujourd'hui, on sait qu'avec les mêmes « centristes d'opposition », mais giscardiens, existent des contacts secrets dont le premier secrétaire fédéral Oehler espère bien tirer profit le 19 mars prochain.

TS : Mais pourquoi démissionner aujourd'hui plutôt qu'il y a six mois ou qu'après mars ?

J.J. : J'y viens. En juin 1977, les majoritaires, se plaçant « derrière Mitterrand », renforcent leur majorité dans la fédération (59 % des mandats) et, bien que désavoués par les militants qui leur refusent le quitus pour leur gestion, se maintiennent au pouvoir. Sous la poussée des militants, ils sont cependant obligés de faire place au CERES à la direction fédérale. Avec 4 camarades, j'entre donc au bureau exécutif : mais si on nous a acceptés à la direction, c'est pour mieux nous réduire au silence. Le comble survient à l'occasion de la désignation des candidats PS aux législatives. Les militants de la première circonscription du Bas-Rhin choisissent Hampe, du CERES, militant syndical très bien implanté. Ce choix va à l'encontre des vœux des dirigeants locaux du PS qui imposent leur homme contre l'avis des militants, et se font « couvrir » par la direction nationale du parti.

Cette atteinte à la plus élémentaire démocratie ouvre la crise et entraîne des protestations de la plupart des sections ; les diri-

geants restent sourds, demandent à la direction nationale l'exclusion des cinq membres CERES du bureau exécutif, nous font un procès qualifié par les témoins de « stalinien ». Deux solutions sont alors possibles pour les militants du CERES : « se coucher » ou partir. Les deux seules sections d'entreprises implantées dans le Bas-Rhin décident leur auto-dissolution. Constatant alors que la mission du CERES de modifier le PS de l'intérieur n'est plus possible, quelques camarades décident alors de quitter le parti et de reprendre l'initiative.

TS : C'est alors l'annonce de la création d'« Initiative socialiste en Alsace ».

J.J. : Oui. C'est le moyen par lequel nous voulons tenter de regrouper les très nombreux militants qui, désabusés, ont depuis deux ans quitté le parti et se trouvent « dans la nature » et ceux qui, aujourd'hui, nous suivent. A partir de ce moment, nous poursuivons le même objectif qu'à l'intérieur du PS : agir pour empêcher le PS officiel d'entraîner les Alsaciens de plus en plus nombreux à se tourner vers la gauche dans une expérience de troisième force. Nous serons en quelque sorte le CERES extérieur au PS.

TS : Que comptez-vous faire pour faire échec à cette troisième voie ?

J.J. : Il est nécessaire que toutes les organisations de gauche non PS aient bien

confiance du danger que représentent les dirigeants actuels du PS strasbourgeois pour l'avenir politique de l'Alsace. Après 20 ans de pouvoir sans partage de l'UDR, il faut se garantir contre la mainmise sur les départements d'un nouveau groupe de notables, fussent-ils de gauche, qui, incapables d'assurer la démocratie et l'autogestion dans leur propre parti, se comporteront en nouveaux propriétaires de l'Alsace. A l'extérieur du PS, nous serons mieux à même de mener ce combat... à visage découvert.

TS : De là à vous engager avec le Front autogestionnaire alsacien, n'y a-t-il pas de trop grandes différences ?

J.J. : Bien au contraire ! Nous nous sommes rendus compte que les camarades du Front autogestionnaire avaient le même souci que nous, concernant l'avenir de la classe politique en Alsace. « Les vieux démons du centrisme ne sont pas morts en Alsace », déclarait le PSU dans une conférence de presse en décembre dernier. Nous pensons que les points de convergence sont suffisamment importants pour nous permettre de joindre nos forces à celles déjà engagées dans le Front autogestionnaire pour mener la bataille des législatives, et nous faisons nôtre le programme du Front auquel nous apportons notre spécificité propre.

Propos recueillis par Armand JUNG ■

(*) 42 ans, ancien secrétaire fédéral à la propagande Bas-Rhin, candidat du parti socialiste Bas-Rhin aux cantonales de 73 et 75, suppléant aux législatives de 73, candidat aux sénatoriales de 77, adhérent du PS depuis 1971, membre de la commission exécutive fédérale jusqu'à sa suspension, militant syndical CFDT-PTT.

Rouen : naissance d'une convergence

Front électoral ? Certes, mais pour aller plus loin, durablement.

— « Vous, vos papiers ! »
— « Front autogestionnaire, pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs. »
— « Mais c'est politique ça ? »
— « Ben oui... le capitalisme, on sait ce que c'est, depuis le temps. Le travail et l'ennui, ou le chômage et l'angoisse. Et la liberté rongée... »
— « Liberté ? En France ? Le pays de la liberté ? »
— « De la liberté d'exploiter, oui. Mais contre tout ce qui bouge, c'est la répression : on nous construit une école policière, on envoie les flics contre les manifestations, jusqu'à tuer comme à Malville. On emprisonne les soldats qui exigent leurs droits, on

expulse les travailleurs immigrés, on extrade un avocat... »

Ainsi commence la brochure de vingt pages conçue et rédigée par la Convergence. Une histoire courte, mais déjà riche. Trois fois sur le métier les militants du PSU ont remis leur ouvrage : en 1976, avec un journal coordonnant tous les mouvements autogestionnaires ; en mars 1977, en organisant des états généraux pour l'autogestion ; enfin en octobre dernier, pour rassembler tous ceux qui souhaitaient, dans les quatre circonscriptions rouennaises, une candidature unique.

En octobre, une vingtaine de militants représentatifs des luttes sociales, écolo-

giques, féministes ou culturelles proposent un premier texte ; d'assemblées générales en réunions de commissions, s'élaborent une brochure, une plate-forme. Près de deux cents militants s'engagent de près ou de loin dans ce travail. Le PSU, le GERR (Groupe écologique de la région de Rouen), la LCR, puis l'OCT y participent à côté de militantes des mouvements féministes, de camarades de la CFDT, d'animateurs de quartiers. En janvier, les textes sont prêts. Non sans mal : les sensibilités sont tellement variables, les itinéraires de chacun sous-tendent des langages, des priorités différentes. Mais la dynamique est créée, le rassemblement des autogestionnaires rouennais existe enfin.

Dissidence

Tous les groupes y participent. Dans la LCR, un difficile débat oppose partisans et adversaires d'une convergence qui n'a pas ménagé ses efforts pour inclure les militants trotskistes (choix du titre, désistement au deuxième tour). Après le choix des quatre candidat(e)s de la Convergence — deux sont inorganisés, l'un est militant du PSU, l'autre de la LCR, — la LCR se retire et annonce des candidats partout. Attitude mal ressentie par la Convergence. L'organisation trotskiste se casse : ceux qui privilégient le rassemblement des autogestionnaires ; ceux qui maintiennent le drapeau de l'organisation.

Et la campagne commence : pas d'affiches sur les murs, pas de réunions sous les préaux d'école. Mais de l'animation dans les quartiers, sur les marchés ; des interventions à la sortie des boîtes ; des manifestations à bicyclettes ; le bombage, en plein jour et avec explication, de tous les panneaux publicitaires utilisant la femme-objet. Et un projet (mais faut pas le dire, c'est un secret) : un match France-Argentine, sur le parvis de la cathédrale, sous le regard bienveillant des mitrailleuses.

Des candidates surtout : trois militantes féministes ou syndicalistes travaillant dans leurs quartiers : Ginette David, Anne-Marie Cardon et Monique Wable. Et un responsable syndical, Jean-Paul Nicol, qui conduisait la liste d'extrême gauche aux municipales. Pour mener la campagne : trois commissions centrales-travailleurs, femmes, écologistes —, et un groupe dans chaque circonscription.

Après mars

Structures électorales ? Pour l'instant. Mais les débats, le programme élaboré, les clarifications permettent, aux yeux de la majorité, d'aller plus loin : du front électoral à une convergence durable des autogestionnaires : « Notre action n'est pas un rassemblement occasionnel pour les élections : celles-ci ne sont qu'un épisode dans la lutte que nous continuerons à mener, quel que soit le gouvernement en place, pour réaliser nos propositions. »

Christophe WARGNY ■

La femme est l'avenir...

Ce qu'on appelle « vie privée » sera-t-il un jour intégré au social, au syndical, au politique ? A la conférence nationale des travailleuses organisée par la CFDT les 1^{er} et 2 février, la question était dans l'air.

Tout ce qui fait la vie des femmes et où se manifeste particulièrement leur oppression dans ce qu'on continue à appeler « vie privée » sera-t-il un jour intégré, au social, au syndical, au politique, comme une dimension essentielle de la révolution ? On peut rêver avec des mots. Mais on reste perplexe devant la réalité sur laquelle insistent tant de comptes-rendus de livres (nous avons déjà parlé de 18 millions de bonnes à tout faire) et que remet d'actualité la conférence de la CFDT, « Travail des femmes et actions syndicales », des 1^{er} et 2 février.

« Pour que le droit à l'emploi des femmes soit réellement reconnu, il faut lutter contre tout ce qui tend à maintenir la prédétermination des rôles et la division du travail entre hommes et femmes... La lutte contre les rapports de domination dans la famille, entre hommes et femmes... est partie intégrante de la lutte de classe pour une société socialiste autogérée. » (Résolution générale du 37^e congrès CFDT).

De ceci, les femmes de plus en plus nombreuses sont persuadées. Elles savent



qu'elles ne peuvent résoudre le problème du travail qu'en remettant en cause simultanément le système économique et la relation quotidienne entre hommes et femmes en ne dissociant pas les deux fronts de lutte. De cette lutte globale dépendent leurs possibilités d'exister par elles-mêmes, d'assumer leur vie sous tous ses aspects et non à travers un rôle qui leur est assigné par avance.

Elles en parlent beaucoup entre elles dans chacune de leurs luttes. Au cœur de l'action, cette « vie privée » revient comme un des lieux où elles doivent introduire

l'analyse, où il leur faut trouver ensemble des solutions libératrices si elles ne veulent pas que tous les acquis de la lutte sociale soient fragmentaires, récupérés et non définitifs à leur égard.

Et pourtant...

Même si des organisations syndicales ont le souci d'intégrer la condition des femmes à leurs analyses, tout ce vécu, tous ces désirs n'apparaissent pas dans la littérature syndicale. C'était symptomatique dans les rapports des commissions de ces deux journées organisées par la CFDT : toutes les revendications liées au travail se formulaient clairement d'une voix affirmée et, brièvement, en fin de course, arrivait moins précise, moins combative, diluée, cette remise en cause fondamentale qui avait pourtant été perpétuellement sous-jacente.

Alors... alors, les « problèmes féminins » restent souvent au niveau d'expériences vécues, très riches, qui constituent un véritable pas en avant pour les femmes concernées. Mais ils ne s'écrivent pas, s'analysent mal, arrivent rarement à dépasser le stade individuel ou du petit groupe pour atteindre celui du collectif et s'intégrer au bilan d'une lutte. Aussi les organisations syndicales arrivent-elles peu à « cumuler » les expériences féminines, comme elles le font dans d'autres domaines (emploi, conditions de travail...), et n'intègrent-elles pas vraiment cette histoire cachée des femmes qui est à redécouvrir à chaque lutte.

Peut-être manque-t-il encore aux femmes l'assurance que leurs propres luttes participent, au même titre que les autres, aux changements sociaux et qu'elles sont essentielles à l'enrichissement et à l'élargissement de la réflexion et de l'action syndicale. Peut-être attendent-elles aussi une remise en cause plus réelle des schémas masculins de militantisme et de démocratie à l'intérieur des syndicats. Peut-être... peut-être.

Les femmes sont l'avenir...

C'est en tout cas ce souci que traduisait Jeannette Laot dans son exposé introductif à la conférence.

« Les luttes des femmes ayant leur auto-

nomie économique ont permis de révéler une situation scandaleuse. Nous l'avons déjà dit... mais avons-nous conscience de la dimension politique de cette action pour le droit au travail ? Heurtant de plein fouet la division traditionnelle du travail, les luttes des femmes portent en elles un projet révolutionnaire car elles obligent à repenser l'organisation du travail, l'organisation de la société. Ces changements radicaux permettront de franchir une nouvelle étape des rapports sociaux et de la qualité de la vie... »

Deux journées de confrontation ont confirmé que, y compris chez les militantes syndicales, cette interrogation, ce besoin d'un changement radical des comportements et des structures, sont étouffés trop souvent par les hommes. A eux donc et aux syndicats de savoir écouter, de savoir changer, de se remettre en cause avec les femmes.

Simone RUEL ■

Colloque du Planning

Après trois ans d'application de la loi du 17 janvier 1975 sur l'avortement, la nécessité d'une réflexion s'imposait. Le Mouvement français pour le planning familial vient de le faire lors de son colloque international d'étude sur l'interruption volontaire de grossesse qui s'est tenu à l'UNESCO les 11 et 12 février, avec compétence et imagination.

Que la loi Veil soit mal appliquée, insuffisante, voire même répressive, nous le savions tous. Il était toutefois nécessaire de le réaffirmer en confrontant les expériences des médecins et celles des femmes. Le colloque a fait une très large place aux aspects techniques de l'avortement : confrontation des expériences et des recherches françaises et étrangères ayant pour objectif d'améliorer les conditions des fatigues des interruptions de grossesses, descriptions des techniques d'aspiration, des anesthésies vigiles et para-cervicales, des recherches sur les postaglandins et les techniques des IVG tardives et de la contraception ainsi que de la stérilisation post IVG.

Pourtant on peut dire que l'originalité du colloque provient essentiellement de la participation des groupes femmes françaises, américaines, italiennes... qui ont parlé du vécu des femmes pendant l'IVG et de leur désir d'imposer leur volonté dans le choix de la technique. La femme qui interrompt une grossesse n'est pas une « malade ».

Il existe « une démarche convergente des médecins et des femmes pour remettre en cause le pouvoir des techniques sans nier leur importance, si l'on veut redonner aux femmes le contrôle de leur corps et de leur sexualité » a déclaré Simone Iff, présidente du Planning.

La législation actuelle est loin d'être satisfaisante. En effet, toutes mesures répressives, dissuasives ou restrictives, portant atteinte au droit des femmes d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants, est une violation de ce droit.

Les moyens d'action envisagés par le Planning sont nombreux. Nous en reparlons. ■

Les objecteurs : « Pas vraiment méchants, mais jamais contents... »

Insoumis ou rejoignant leur poste, les objecteurs de conscience refusent d'être les cobayes du service civil élargi que projette le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse.

En France, ils sont 800, chaque année, à « bénéficier » du statut d'objecteur de conscience. 800 : c'est peu, comparé à la masse des appelés qui acceptent — plus ou moins bien —, de porter les armes. C'est encore moins, si l'on évoque les 30 000 réfractaires qui accomplissent un service civil en Allemagne fédérale. La loi de décembre 1963, votée sous De Gaulle, a tout prévu, il est vrai, pour que le nombre des objecteurs ne s'accroisse pas.

D'abord, le fameux statut n'est accordé que pour des motifs « religieux ou philosophiques », examinés dans un sens très restrictif par une commission juridictionnelle où les intéressés ne sont pas représentés. Les raisons « politiques » ou « écologiques » n'y sont pas du tout appréciées, et les enquêtes de police préalables ne font pas de cadeau.

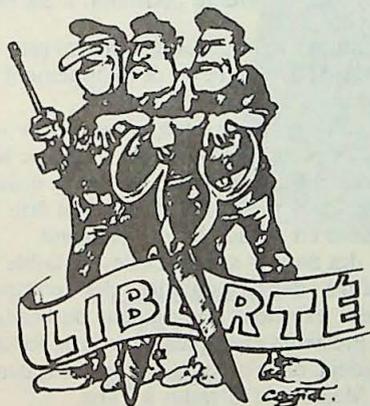
Ensuite, la demande doit être formulée dans un délai d'un mois avant l'incorporation (en juin et décembre seulement, pour les objecteurs). Enfin, le service civil exigé est de deux années, consacrées à un travail « d'intérêt général »... Pour faire bonne mesure, en contradiction flagrante avec la Constitution, un certain article 50 interdit toute divulgation de la loi, toute propagande en sa faveur.

Le mouvement s'étendant néanmoins, un nouveau texte — de décret de Brégançon —, est venu en août 1972 fixer le cadre de ce service obligatoire qu'on a voulu plus rigoureux. Durant la première année, les objecteurs sont affectés d'autorité à l'ONF, l'Office national des Forêts, ou, depuis deux ans, à des bureaux d'aide sociale et au secrétariat d'Etat à la Culture (service des fouilles). La dernière année, ils peuvent choisir une nouvelle affectation dans une vingtaine d'organismes agréés par le gouvernement : Emmaüs, Aide à toute détresse, Terre des hommes, Ligue de l'enseignement...

Le décret de Brégançon énumère aussi toute une série d'interdictions, de devoirs et de sanctions, qui fait de l'objecteur un homme « à tout faire », sous-payé (240 F par mois), n'ayant qu'un seul droit : celui d'obéir, d'occuper un poste au moindre coût — voire de briser une grève...

« Pas du tout méchants, mais jamais contents », les deux-tiers des objecteurs (plus

de 2 000 aujourd'hui), refusent depuis 1972 ce service civil gouvernemental : ils s'insoumettent. C'est-à-dire qu'ils ne rejoignent pas leur lieu d'affectation, à l'ONF ou ailleurs, et choisissent de travailler dans une association à vocation « sociale », comme la loi le tolérait avant le décret de Brégançon. Dans des commissions « immigrés », par exem-



ple ; dans des foyers de jeunes travailleurs ; dans des MJC ; dans des organismes d'aide au tiers monde... Certains encore retapent de vieilles bâtisses ou travaillent à la terre.

Ils risquent évidemment la prison, ferme ou avec sursis... Peu d'entre eux jusqu'à présent, avaient été inquiétés (une cinquantaine, fin 1976). Mais, depuis le mois d'octobre, on note une nouvelle vague de répression, une multiplication des procès. Les verdicts des tribunaux sont très divers mais ont tendance à se durcir : de 8 jours avec sursis à un an ferme... Cependant, les sanctions ne règlent rien : l'insoumis, jugé et condamné, reste insoumis, et s'expose donc à de nouvelles poursuites : Cercle vicieux.

A ceux qui acceptent de rejoindre leur affectation, on propose rarement une activité intéressante, conforme à leurs motivations, à leur souci d'apporter une contribution constructive à la communauté. A l'ONF, très peu de travail réel : 2 à 3 heures par jour, le plus souvent seul dans un coin de forêt, à plus de 300 km de chez soi... Main d'œuvre non qualifiée, à très bon marché, ils sont employés au débroussaillage, à la plantation. Parmi eux, les senti-

ments les mieux partagés sont ceux de la solitude, de l'inutilité ; à quoi s'ajoute celui d'être mal accepté par le reste du personnel.

Trois organisations

Pour combattre cet isolement, voulu par le pouvoir politique, les objecteurs se sont organisés. Le regroupement le plus connu est, sans doute, le CLO (Comité de lutte des objecteurs), qui mène une action vigoureuse de soutien aux insoumis inculpés, comme de popularisation de leurs thèses. La FEDO (Fédération des objecteurs) a été créée l'an dernier par des dissidents du CLO qui lui reprochent son « intransigeance ». Enfin la Coordination des Objecteurs Affectés, qui s'est déjà réunie trois fois clandestinement sur le plan national, rassemble les minoritaires ayant rejoint leur « poste ». A bien des égards, leurs positions, de type syndical, rejoignent celles des comités de soldats.

Tous réclament la liberté d'affectation, d'expression et de réunion. Ils exigent le droit à l'objection de conscience à tous moments et pour tous motifs ; comme la suppression de l'article 50, du décret de Brégançon, des tribunaux militaires.

Surtout, les objecteurs refusent d'être les cobayes d'un service civil élargi, déjà projeté par Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la Jeunesse. Ce service civil — ou civique —, ne remplacerait pas le service militaire mais s'y adjoindrait. Dans les circonstances actuelles, il ne pourrait s'agir que d'une véritable entreprise d'embrigadement de la jeunesse. Il entrerait en concurrence directe avec le travail des salariés, et tendrait à masquer le chômage comme les carences les plus graves d'un système économique fondamentalement injuste.

Jean-Luc BACHERY
et Jackie LAFARGE-BENETEAU ■

Pour tout contact : Coordination des objecteurs affectés.
Permanence le lundi soir, 5, rue Thorel 75002 Paris.
Jean-Luc Bachery (PSU), 19, quai de la Révolution,
94140 Alfortville

PROCES PARTOUT

● A Niort, fin janvier, Théo Grimault, insoumis, est condamné à quatre mois de prison ferme par le tribunal de grande instance... Le président s'écrie en fin d'audience : « faites évacuer ces ordures ! »

● A Nancy, le tribunal de grande instance confirme la peine de Gérard Loos, insoumis : 6 mois de prison dont 3 fermes.

Le 15 février, Philippe Hamel, objecteur qui a refusé l'ONF pour travailler à « Aide à toute détresse », passe en jugement. Comité de soutien : tél. 55 50 37.

● A Orléans, le 22 février, Cabaret (insoumis), Lefèvre, Pincini, Saillard comparaissent devant le tribunal correctionnel pour « injures envers l'armée » et « incitation à l'insoumission ». Pour tout contact : Jean-Claude Lefèvre, Pontourmois, 45300 Pithiviers.

Même endroit, même jour : Guy Boubault et Serge Verneyre, insoumis à l'ONF, et Alain Raoul, qui a renvoyé son livret militaire pour affirmer la nécessité de rechercher d'autres formes de défense... Contacter MAN-Orléans, CCP 1553 85 M La Source.

En trois mois, une centaine de procès d'objecteurs, dont près de trente à Toulouse, Rodez, Albi, Foix, Millau, Pau, Castres, Narbonne...

Réinventer l'eau chaude

La terre contient un trésor : la chaleur. Mais la géothermie, c'est aussi politique.

Face aux oppositions rencontrées par le nucléaire, les pouvoirs publics affirment régulièrement la nécessité de tout mettre en œuvre pour développer les énergies nouvelles (solaire, géothermie, éolienne, etc.). Dans le cadre du système capitaliste, il est clair que ce type d'énergie n'est pas une fin en soi ; cependant, compte tenu de la diminution du gaspillage et la décentralisation des moyens de production qui en résultent, il permet la réalisation d'un autre développement qui lui-même entrouvre la voie au socialisme autogestionnaire. C'est dans cet esprit qu'il convient aujourd'hui d'aborder les problèmes afférents à la géothermie dont d'ailleurs le classement parmi les énergies nouvelles apparaît relatif quand on sait que, dès 1904, cette source d'énergie était exploitée en Italie (à Larderello).

Energie en zones « anormales »

Le premier à avoir connu un développement rapide dans un certain nombre de pays (Italie, Etats-Unis, Mexique, Japon), la géothermie dite de « haute énergie » consiste à exploiter des zones « anormales » de la croûte terrestre où une source de chaleur, généralement une masse magmatique, réchauffe à faible profondeur les eaux souterraines. Atteintes par forages, ces eaux se détendent et se transforment en vapeur qui peut alors être canalisée vers une turbine permettant la production de l'électricité à faible coût. En France les recherches relatives à ce type d'utilisation de la géothermie en sont au stade des premiers balbutiements. De toutes façons, les ressources sont probablement faibles dans l'hexagone ; seuls les DOM-TOM en possèdent en abondance.

Eaux profondes en abondance

La géothermie dite de « basse énergie » consiste à exploiter directement par le chauffage le gradient géothermique normal évalué en moyenne à 1° par trentaine de mètres. Ainsi, les objectifs visés sont généralement des nappes aquifères d'une profondeur de 1 500 à 2 000 mètres et dont la température dépasse 50°. Les études menées par le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) montrent que de telles

nappes, dont l'exploitation est économique, existent dans le bassin parisien, l'Aquitaine, l'Alsace, la Limagne, la Bresse et le couloir rhodanien (voir carte). Elles sont utilisables pour le chauffage de bâtiment ou de serres, ainsi que pour diverses applications industrielles (tel le séchage). Plusieurs dispositifs fonctionnent déjà ou sont en cours de réalisation (Creil, Villeneuve-la-Garenne, Mont-de-Marsan, Mée-sur-Seine) ; le premier, celui de Melun l'Almont, a été réalisé en 1969.

D'autres ressources géothermiques peuvent aussi connaître un développement dans le futur. Il s'agit d'exploiter :

- des nappes de « moyenne énergie » (90° et 120°) pour la production d'électricité par centrale à fluide binaire. Quelques unités de l'ordre de 3 à 10 MW pourraient être ainsi réalisées en Alsace ou en Limagne.
- des nappes superficielles de faible température dans lesquelles des pompes à chaleur extraient une chaleur de l'ordre de 20°. Plusieurs exemples de ce type fonctionnent déjà, dans certains grands magasins ou à la Maison de la radio à Paris.
- des roches chaudes sèches. Cette exploitation nécessite la mise au point de méthode de fracturation profonde. Les recherches menées en ce domaine sont essentiellement effectuées aux Etats-Unis.

Aléas géologiques minimes...

Le rythme extrêmement lent auquel démarre en France l'exploitation des ressources géothermiques relève de contraintes techniques, économiques et politiques. A preuve la géothermie dite de « basse énergie », pour laquelle les ressources sont connues, les méthodes d'exploitation au point et les bilans économiques à jour.

Si les aléas géologiques sont faibles en géothermie de bassin et de toutes façons beaucoup plus faibles qu'en recherche pétrolière ou minière, ils ne sont toutefois pas nuls : la perméabilité, le débit, la salinité ou même la température de l'aquifère peuvent... varier et conduire à des conditions économiques limites de rentabilité. D'autre part, il ne faut pas négliger les aléas relatifs au forage : tubage défectueux, colmatage. Mais l'ensemble de ces aléas dépend en fait du nombre des réalisations, et donc de

l'expérience : dans une phase de développement « de croisière » de la géothermie, ils peuvent être réduits au minimum.

C'est compétitif, mais faut investir

La géothermie est, en particulier pour le chauffage des logements, une source d'énergie parfaitement compétitive avec les sources classiques (fuel, gaz, électricité). Toutefois, et en raison des coûts élevés d'investissements, la compétitivité ne s'exprime pas par un écart important au niveau des coûts actualisés. En effet, l'utilisation des fluides géothermiques au chauffage pose des problèmes spécifiques qui nécessitent d'importants investissements. La salinité des fluides oblige à l'utilisation d'échangeurs et de matériaux résistant à la corrosion ; la basse température (60-80°) entraîne des investissements dans les installations de surface actuellement plus coûteux que les systèmes classiques utilisés (voir croquis) ; les coûts élevés de forages, pour être amortis, nécessitent une production de « chaleur utile » importante (équivalent à 1 500 à 2 000 logements) et concentrée dans l'espace. Cette concentration reste toutefois très raisonnable puisqu'elle correspond à une petite ville de l'ordre de 6 000 habitants.

L'énergie des copains et des coquins

En fait, sur le plan économique, le problème principal tient au relais d'investissement qui existe pour les autres sources d'énergie (houillère, sociétés pétrolières, EDF-GDF). Actuellement, c'est aux utilisateurs (aménageurs et producteurs) ou aux exploitants de chauffage d'assurer le financement. Or, ils n'ont ni la vocation, ni l'ossature financière et ne disposent pas des aides publiques accordées aux autres secteurs : dotation en capital, prêts, provisions pour reconstituer les gisements, etc.

Enfin le système des prix plafonds à la construction constitue un obstacle supplémentaire à l'adoption de la géothermie, à cause du sur-coût entraîné pour les installations intérieures aux logements.

Si des obstacles techniques et économiques restent à franchir pour développer la géothermie, les principaux obstacles sont politiques. Comme dans les autres domaines, le libéralisme giscardien, qui se veut également réformateur, laisse apparaître ses caractéristiques en matière de géothermie. D'un côté, l'Agence pour les économies d'énergie et la Délégation aux énergies nouvelles, qui affichent une volonté novatrice, fixent des objectifs spectaculaires (1 million de logements chauffés par la géothermie en 1985), publient des plaquettes et multiplient les conférences ; de l'autre, le libéralisme qui confie la géothermie à l'initiative privée, l'Etat n'assurant que le soutien aux opérations entreprises (recherches, risque géologique et d'exploitation). Cette politique est menée par le comité géothermie qui a pour mission de répartir

les subventions et prêts de l'Etat aux promoteurs.

La solution géothermique connaît de grandes difficultés, même dans les zones où la situation géologique aussi bien que les projets de surface laissent apparaître des bilans très positifs. C'est le cas des « villes nouvelles » telles que Marne-la-Vallée ou Evry. Les raisons de telles difficultés ? Les producteurs ou installateurs chargés d'assurer la distribution des calories géothermiques ne défendent pas les intérêts propres à la géothermie. Ils sont le plus souvent économiquement liés aux autres groupes d'intérêts énergétiques. Ainsi, la Compagnie générale de chauffe, très puissante dans la région parisienne et en Aquitaine, est associée à ELF. L'objectif poursuivi par de tels groupes est avant tout la vente de la thermie, que l'origine de la production soit géothermique ou non. La défense de leurs intérêts mène donc à la volonté d'indexer le prix de vente de la thermie géothermique sur la thermie pétrolière.

Les organismes habilités pour produire et distribuer de l'énergie (EDF, GDF, groupes pétroliers) voient d'un mauvais œil le développement des programmes géothermiques. En effet, contrairement à l'énergie solaire qui ne touche que des réalisations au niveau quasiment individuel et de toute façon actuellement en très petit nombre, l'énergie géothermique est susceptible d'affecter leurs objectifs de développement. En réaction et dans un but promotionnel, ces organismes proposent des systèmes de commercialisation (prime de branchement, contrats privilégiés d'entretien) difficiles à concurrencer tant ils attirent les promoteurs et les gérants.

Contrairement aux ressources énergétiques « fossiles » (pétrole, charbon, uranium), qui sont par nature les plus capitalisables et exploitables, les ressources géothermiques doivent être consommées sur place. Aussi le domaine géothermique ne verra sans doute pas le développement des multinationales de type pétrolier. Toutefois en ce qui concerne la recherche, des sommes importantes y sont consacrées aux Etats-Unis et des sociétés privées se constituent et investissent dans ce secteur ainsi qu'à l'étranger dans des pays présentant une certaine « sûreté » politique (Philippines, Amérique latine).

D'autre part, nous l'avons vu, la géothermie nécessite des débouchés d'un niveau moyen, à l'opposé du solaire ou de l'éolien. En définitive, la géothermie s'apparente à l'hydro-électricité : fort investissement initial, localisation dictée par les facteurs naturels, transports coûteux. Son développement incombe donc, en toute logique dans la situation actuelle de la France, au secteur public. C'est d'ailleurs, pour l'Etat, la possibilité de diminuer la facture pétrolière. Compte tenu de l'exploitation actuelle, c'est 1 à 2 % des besoins nationaux en énergie qui peuvent être couverts dès maintenant.

Les choix laxistes des pouvoirs publics

Le choix de l'actuel pouvoir est de miser sur les initiatives privées, soutenues par les

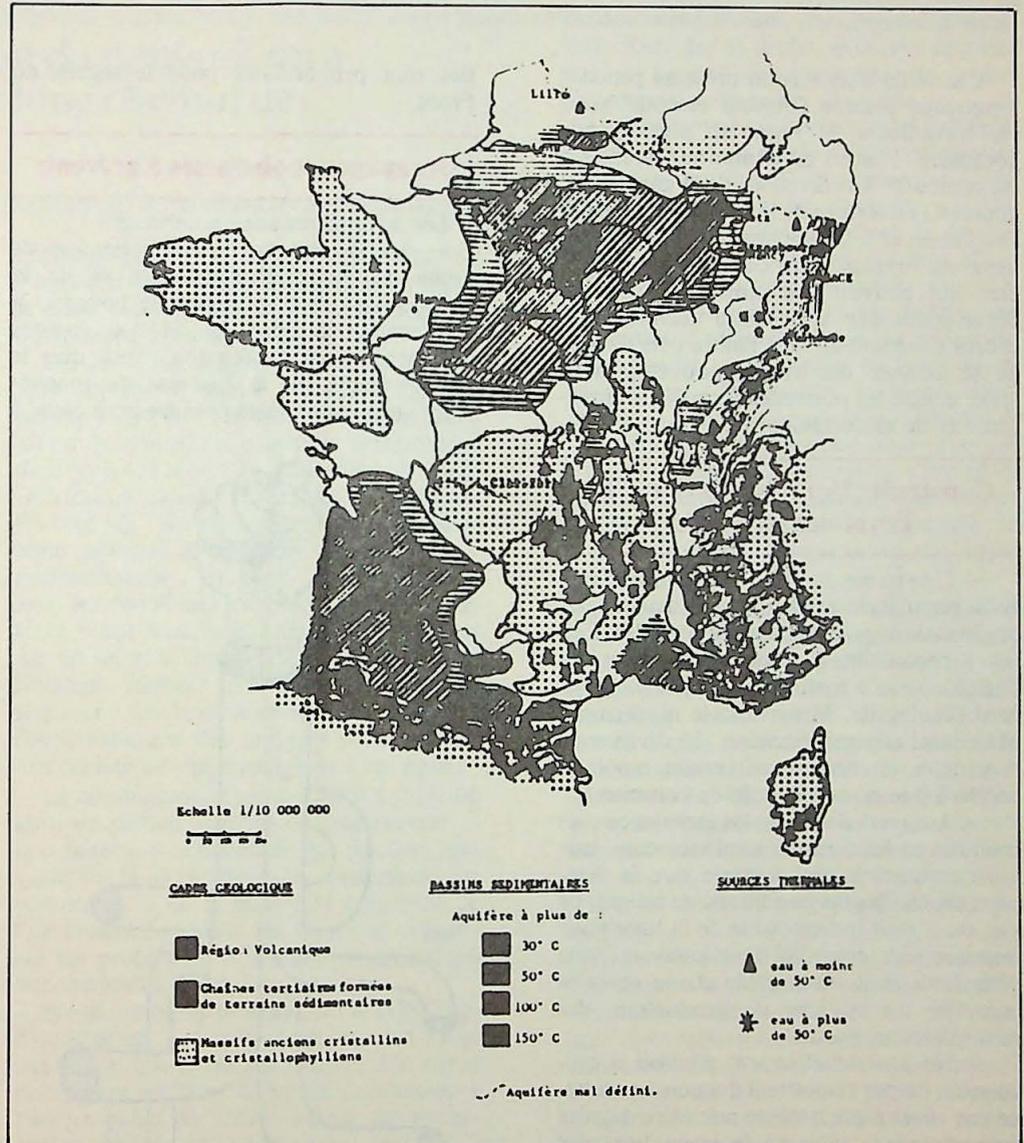
fonds publics (subventions, prêts). Or, le demi-échec enregistré l'amène, s'il veut tenir ses objectifs, à renforcer les aides au secteur privé, à s'attaquer aux monopoles publics (EDF, GDF), éventuellement à financer à pure perte certains investissements dont l'exploitation sera confiée à des producteurs privés, à continuer de négliger les recherches et à faire confiance aux Etats-Unis pour la mise au point des méthodes de prospection et la technologie coûteuse (forage, fracturation des roches...)

Face à ce choix laxiste, il en existe un

organisme si elle n'a pas la possibilité de canaliser ses actions, de lui faire jouer le rôle tampon que joue EDF pour sa partie, là où l'électrique ne va pas.

L'énergie de la décentralisation

C'est à la base, au niveau des municipalités, des communautés urbaines, agricoles et industrielles, que les pressions doivent être faites et l'organisation développée pour une modification des choix énergétiques. Ces



Ressources géothermiques de la France

autre. Il consisterait à créer un organisme public chargé de développer la géothermie : inventaire et recherches appliquées, détermination de la politique géothermique en fonction de l'utilisation de cette ressource dans les zones les plus favorables, distribution de l'eau chaude, non seulement géothermale mais aussi celle de récupération de l'industrie, des centrales de production électrique et des usines d'incinération.

Mais, même dans ces conditions, le développement du chauffage urbain à l'eau chaude connaîtra des difficultés de développement. Car EDF, garante du choix « tout électrique », lui-même garant des intérêts de firmes multinationales livrées au « tout nucléaire », ne laissera pas naître un tel

énergies nouvelles, qui sont par nature décentralisées, diversifiées selon les régions, adaptées étroitement aux conditions locales (habitat, chauffage, etc.), pour être économiques, nécessitent le développement d'une prise de conscience du citoyen-consommateur.

La géothermie représente une alternative énergétique à la fois décentralisée, diversifiée, ne tolérant pas la solution individuelle mais impliquant des choix collectifs. Ainsi, contrairement au nucléaire, cette technologie relativement simple peut être reprise dans une optique autogestionnaire.

du « courant C » du PSU

Front autogestionnaire... front des exploités

A la veille d'un scrutin présenté pendant longtemps comme l'objectif essentiel pour les travailleurs, il règne la plus grande confusion. L'enjeu est d'importance, mais il est camouflé. Les divisions de la gauche, les appels à l'ouverture de la droite répondent à l'évolution et à la réorganisation du capitalisme en France. D'un côté il s'agit d'associer au pouvoir les nouvelles couches développées par le système (technocrates, cadres supérieurs...), de l'autre côté il s'agit de se donner des armes nouvelles pour lutter contre les nouvelles formes du capitalisme et de sa domination.

Construire l'unité populaire : le Front des exploités

— Une partie de plus en plus importante de la population exploitée se démarque des organisations politiques traditionnelles. Celles-ci répondent à cette désaffection en s'affublant de « costume mal ajusté » : Giscard l'écologiste, Mitterrand le moderniste, Marchais l'autogestionnaire... La division de la gauche, en brisant un certain espoir, a accéléré une nouvelle prise de conscience.

— A travers de multiples expériences, les hommes et les femmes exploités dans leur vie quotidienne ont compris que la lutte pour de meilleures conditions de travail, de vie, etc... était indissociable de la lutte pour imposer leur contrôle, leur pouvoir ; que cette lutte était inséparable d'une révision complète du système de production, des moyens techniques...

— Ne pas remettre son pouvoir à quiconque, ne pas remettre à demain une lutte, ne pas rêver à un système nucléaire déguisé en socialisme : telle est la leçon tirée des luttes, contre un système économique et social qui confie le pouvoir à des spécialistes maîtres du savoir. C'est aussi l'analyse que le PSU, avec un certain nombre d'écologistes, développe de plus en plus.

— Mais ce n'est pas en ordre dispersé que nous vaincrons. L'heure est donc bien à un rassemblement, à la convergence de toutes les luttes populaires. Si la crainte d'être englouti est légitime chez bon nombre de militants, mouvements... tous les efforts doivent être développés pour rassembler, unir. En cela la démarche du Front est exemplaire.

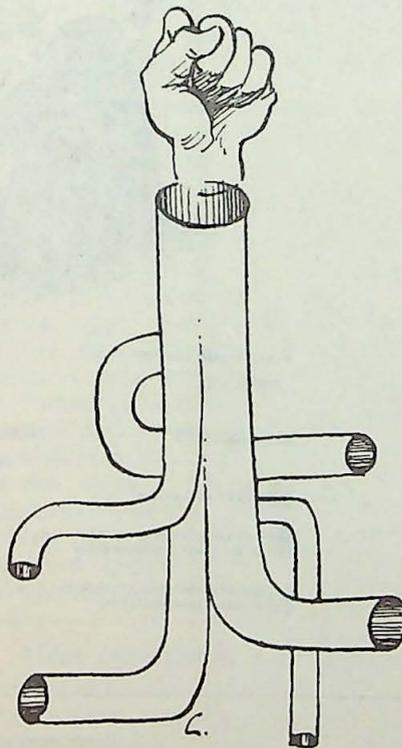
Mais pour cela, des garanties doivent être données : non, le PSU n'est le sous-marin de personne ! Non, il ne s'agit pas de mettre en place des cadres décorés du label *autogestion* ou *écologie*, mais de développer le contrôle et le pouvoir populaire. Ces garan-

ties sont primordiales pour le succès du Front.

Dérapages et obstacles à prévenir

Les adversaires sont nombreux :

— De la part de la droite comme de toutes les couches dirigeantes et de la bourgeoisie, c'est le silence, le boycott, la déformation, la répression. Si les écologistes ont droit à plus d'égards, c'est que le pouvoir table sur la jeunesse du mouvement ; en évitant de les prendre pour cible, il



tente de les discréditer et d'empêcher leur enracinement dans le milieu populaire.

— Du côté du PS, c'est le silence absolu : il s'agit de ne pas valoriser un mouvement qui, à terme, couperait les cadres, notables, technocrates des couches populaires qu'ils ont réussi à entraîner avec eux !

— Mais il faut s'attarder davantage sur le cas du PCF. Il y a longtemps que celui-ci a pris comme objectif numéro un la défense de son appareil et de ses adhérents, d'où la valse des lignes politiques ! C'est en travesti qu'il mène son offensive. Le danger, il l'a senti : l'émergence d'une force révolutionnaire nouvelle implantée sur tous les terrains. Alors, en contradiction avec toutes ses prises de position précédentes, le PCF est

pour l'autogestion. Mais qu'est-ce que ce « grand » parti qui ne cesse de se « tromper » ? Quelle confiance lui accorder ?

La responsabilité du PSU est de s'opposer avec fermeté à cette supercherie qui n'a aucun autre objet que de le discréditer et de faire avorter le Front ! Pourquoi construire un Front s'il existe déjà un grand parti vraiment autogestionnaire accrédité par le PSU ?

Non, le PCF n'est pas autogestionnaire, écologique, révolutionnaire. Il s'en tient à des propositions de croissance capitaliste indissociable de pillage, domination, profit. Il s'accroche au nucléaire centralisateur, à l'armée hiérarchisée et obligatoire, à l'école capitaliste aménagée. Sa pratique dans les municipalités qu'il détient reste la même : gestion directive ; son fonctionnement bureaucratique lui permettrait d'investir tout pouvoir décentralisé et de le vider de son contenu... tout comme d'ailleurs les cadres compétents du PS.

Les risques de dérapages sont aussi nombreux. Il y a celui de vouloir reconstruire le parti idéal pur : un certain nombre de militants peuvent être tentés de se relancer dans cette opération sans tenir compte des réalités s'inscrivant dans des actions de manipulation. Il y a celui de sombrer dans le jeu politique de la bourgeoisie, perche tendue par le PCF : un député, ça fait pas de mal ! Faut pas être puriste ! Or un quelconque parrainage, et le Front est un mort-né. Telle serait l'issue d'une politique qui ferait passer la tactique avant les objectifs.

Front autogestionnaire, seule issue pour les luttes des exploités

La condition du succès du Front autogestionnaire est son autonomie et la clarté de ses objectifs. Ou bien il offre une réelle capacité d'une pulsion des luttes, ou bien il est jugé comme appendice d'un système condamné et il est voué à l'échec.

C'est donc sans aucune ambiguïté que le Front doit s'attaquer à la droite, aux responsables du « naufrage actuel » et avec la même détermination qu'il doit montrer qu'il est le seul chemin offrant des conditions d'un changement décisif. Sans un réel succès du Front, il n'y a pas d'alternative au système actuel. C'est tout le combat qu'il faut mener aujourd'hui. C'est toute la priorité qu'il faut donner pour forger l'unité des exploités autour du Front.

J. CHEREL
(Fédération bretonne)

La Roche-sur-Yon :

les lendemains d'un bon accord

Par l'information et la diffusion du pouvoir, on a franchi les premiers pas sur le long chemin de l'autogestion

D'un village de quelques centaines d'âmes, Napoléon fit une ville de garnison, pacifia la Vendée — tâche d'autant plus aisée que le catholicisme millénaire et le despotisme obscur, en ce pays de chouannerie, se portaient merveilleusement bien sous l'Empire. Devenue préfecture, la ville fut, depuis, et sans discontinuité jusqu'à mars 1977, administrée par les notables.

Autour de l'immense place Napoléon qui succède aux casernements, mairie et palais de justice, dans le plus pur et le plus laid néoclassicisme du XIX^e siècle, donnent l'aspect d'une ville sans âme ni chaleur : les faubourgs partent à l'assaut des campagnes et avalent les villages tandis que les hectares nus de la grand-place donnent au centre un visage à la transparence glaciale.

La gauche (18 PS, 10 PC, 6 autogestionnaires) doit en grande partie sa victoire de mars 77 à un contrat municipal fondé prioritairement sur la démocratisation de la vie communale. Par démocratisation, on n'entendait nullement donner la mairie à des démocrates qui prendraient nécessairement de bonnes décisions, mais bien « diffuser le pouvoir ». Grâce à des assemblées de quartier suscitées soit par la municipalité, soit par des associations rassemblant tous ceux qui y vivent et y travaillent.

La clé de voûte de ces propositions ? L'information. L'adjoint PSU, J.-F. Morineau en est responsable. On crée un service municipal à cet effet. Sa fonction ? « *Informier et former, c'est-à-dire donner aux citoyens et aux élus tous les moyens et les éléments — y compris contradictoires —, pour juger l'action de la municipalité en toute autonomie pour peser effectivement sur ses choix.* » Le service fonctionne dans les deux sens : renseigner la population en ouvrant tous les dossiers, faire connaître toutes les critiques, toutes les contributions venant des Yonnais et de leurs organisations, sans exception.

Cette information, il faut la multiplier, innover sans cesse (pourquoi pas placarder sur les bus, proposait un camarade). Elle s'insinue partout, en plus du bulletin municipal : *Domaine public*. Celui-ci est ouvert à tous. Cela ne s'est pas fait sans heurt. Le PCF ne voyait pas d'inconvénients à ce que « la droite » s'exprime aussi, mais « les gauchistes »... pas question ! Les élus auto-

gestionnaires ont refusé toute censure. La discussion fut si vive que le groupe socialiste se cassa, donnant la majorité aux partisans de la liberté pour tous.

Un an après, 17 commissions fonctionnent suivant le même schéma : comptes-rendus largement diffusés, ouverture, définition du travail en commun, information dans tous les sens à la disposition de tous. Derrière ces aspects favorables, des difficultés bien sûr : formation inégale des participants, absence de certaines catégories sous-professionnelles, militants peu familiarisés avec les problèmes de gestion. La mise en place d'une structure, chacun le sait, n'est pas en soi la solution définitive à toutes les sujétions héritées du passé ; il faut se préparer à une bataille permanente : celle de l'enrichissement des rapports sociaux dans une société devenue indigente à cet égard.

La commission « urbanisme » a formulé ainsi un certain nombre de propositions. Il faut faire plus : concerner une fraction plus vaste de la population en multipliant les rencontres. C'est le but de la quinzaine de l'urbanisme : préciser les priorités, vulgariser les problèmes. Un numéro spécial du bulletin municipal y est consacré.

Six réunions de quartiers sur le POS (Plan d'occupation des sols) sont prévues, une exposition tournante est réalisée. Un débat permanent se tient avec les architectes à l'ancien palais de justice, autour des avant-projets du contrat « ville moyenne ».

Qu'on n'attende pas de décisions spectaculaires ou définitives de cette quinzaine de l'urbanisme ! Il s'agit d'offrir la possibilité de

comprendre, donc de choisir. Or, la consultation populaire a précisé une orientation : l'équipement des quartiers passe avant la revitalisation du centre-ville.

Ainsi pour le quartier pauvre des Forges où un comité concentre depuis 1976 son action autour du seul espace vert encore préservé : le terrain Durand. Durand, c'est un sénateur de la majorité ; il aimerait vendre son terrain à quelque promoteur... Reçu par le préfet, le comité apprend que le permis de construire un centre commercial a été signé... la veille.

Les élus autogestionnaires et les habitants posent alors le problème en séance plénière du conseil municipal ; quelques jours plus tard, la population est dans la rue. Des centaines de manifestants avec le soutien des élus autogestionnaires — l'un d'eux anime la lutte depuis le premier jour. On veut garder l'espace vert, on réclame une déclaration d'utilité publique. La municipalité doit se hâter, rencontrer les gens, ouvrir les dossiers... Finalement, le béton paraît vaincu. Le conseil municipal décide de « *prendre tous les moyens pour que soit acquis l'ensemble du terrain.* » Victoire du quartier, victoire des habitants, sans doute. Preuve que la mobilisation populaire est aussi la garantie d'application d'un programme.

La politique de l'information, la diffusion du pouvoir dans les commissions, l'organisation des quartiers doivent beaucoup aux militants autogestionnaires. Ceux du conseil municipal... et les autres. Ils sont six au conseil à côté de dix-huit socialistes et dix communistes, mais quarante à cinquante à l'extérieur. Le PSU y joue un rôle important ; des années de travail commun ont habitué les militants d'associations à rechercher son concours chaque fois que l'exigence de contrôle populaire éclairait les conflits.

Avant l'échéance électorale, la *Commune*, périodique du groupe fixait les objectifs : « *Faire de la commune le lieu de l'apprentissage des responsabilités, du contrôle, de la démocratisation directe ; le point de départ de la conquête des pouvoirs et l'un des éléments de base de la construction d'une société socialiste autogestionnaire.* » Sur le long chemin, on a fait les premiers pas...

De notre envoyé spécial
Christophe WARGNY ■



Corne de l'Afrique : la déroute somalienne

Syaad Barre, le président somalien, paie-t-il aujourd'hui ses audaces d'hier ?

La Somalie, en violant le « dogme » du respect des frontières coloniales, a été trop loin. Elle le paie aujourd'hui. Seule face à un régime éthiopien fortifié par l'aide soviéto-cubaine. Seule face à presque toute l'Afrique.

Ses alliés les mieux disposés — le roi Khaled d'Arabie, le Chah d'Iran —, sont eux-mêmes contraints à une certaine réserve : ils veilleront simplement, comme les Occidentaux, à ce que les « jacobins » d'Addis-Abeba ne profitent pas de leur avantage actuel pour franchir les frontières somaliennes.

Il y a quelque chose de pitoyable dans l'entêtement du régime du président Syaad

l'Arabie Saoudite... voilà qui laissera sans doute des traces durables. L'émir du Koweït vient de le dire : « Les pays arabes doivent assurer collectivement la défense de la Somalie ». C'est l'ornière nationaliste. Pour un peu, on en reviendrait à l'affrontement millénaire entre Arabes et Africains...

Jusqu'ouï iront-ils ?

Mogadiscio jette ses dernières forces dans la bataille actuelle : l'armée somalienne entre en jeu, à visage découvert, alors qu'elle s'était efforcée d'entretenir la fiction d'une lutte de libération menée par les habitants du désert de l'Ogaden. La mobili-



L'armée éthiopienne dans l'Ogaden :
« Jusqu'ouï ne pas aller trop loin »

Photo DR

Barre à mener jusqu'au bout cette « mauvaise guerre », et à regagner à tout prix ces morceaux de désert pour reconstituer la « Grande Somalie » d'antan. Et surtout d'inquiétant : les appels désespérés à l'Occident (que la Somalie socialiste flétrissait il n'y a pas deux ans) ; l'aide discrète mais réelle de l'Égypte, du Soudan, de l'Iran, de

la Libye, de l'Arabie Saoudite... voilà qui laissera sans doute des traces durables. L'émir du Koweït vient de le dire : « Les pays arabes doivent assurer collectivement la défense de la Somalie ». C'est l'ornière nationaliste. Pour un peu, on en reviendrait à l'affrontement millénaire entre Arabes et Africains...
sation est en cours dans tout le pays ; l'état d'urgence a été décrété. Mais que pèse ce petit pays de trois millions d'habitants, face aux trente millions d'Éthiopiens ? Les armées du « Derg », (Comité militaire provisoire), qui ont repris Harrar, marchent vers la frontière...

Certes, l'affrontement n'est pas « hon-

nête ». Les lourds « Antonov » de l'armée de l'air soviétique, bourrés de matériels de guerre, ont rompu le rapport de forces qui existait jusque là entre une armée somalienne petite, mais forte, bien entraînée et bien armée (grâce aux Soviétiques), et une armée éthiopienne nombreuse, mais minée par les règlements de compte, dépenaillée, démoralisée, dont le matériel — d'origine américaine —, s'est usé sur la résistance des nationalistes d'Erythrée ou des autres provinces irrédentistes.

Les Éthiopiens abuseront-ils de cette force nouvelle ? Certains va-t-en-guerre des états-majors d'Addis-Abeba voudraient que leur armée donne une leçon à Mogadiscio, et prenne des gages en vue d'une future négociation en envahissant par exemple le nord de la Somalie et les villes d'Hargeisa et Berbera. Djibouti, ainsi encerclé, pourrait même être avalé comme une bouchée de pain.

Mais les alliés cubains, sud-yéménites et soviétiques qui jouent aujourd'hui un rôle d'accélérateur, seront là le moment venu pour freiner le mouvement. Ils ne désespèrent pas d'amener les belligérants à la table de négociation, sous leur houlette. L'entrée des forces éthiopiennes en Somalie risquerait de « retourner » les pays africains, et de donner un prétexte à l'intervention des régimes arabes conservateurs et de grandes puissances occidentales.

Génocide en Erythrée ?

Le colonel Mengistu et ses alliés chercheront donc à retenir les jusqu'au-boutistes. D'autant qu'une seconde guerre les attend : en Erythrée. Tout donne à penser que le régime éthiopien et ses alliés auront à cœur de liquider par les grands moyens ce soulèvement de la province riveraine de la mer Rouge, qui a pris ces dernières années une dimension véritablement nationale.

Or, contrairement aux habitants de l'Ogaden, les Erythréens n'ont pas d'arrière-pays : ils se battent le dos à la mer. Pour eux, il n'y a pas de quartier : c'est la patrie ou la mort ! Pour venir à bout d'une rébellion aussi massive, Addis-Abeba ne pourra recourir qu'à une tactique, celle qu'il n'a déjà que trop utilisée : le génocide. Au pire, un peuple sera ainsi rayé de la carte, avec l'appui et les armes du plus grand pays « socialiste » du monde. Au mieux, les mouvements de libération seront poussés dans les bras des régimes arabes et la guérilla restera éternelle.

Au point où en sont les choses dans cette région — un écheveau de contradictions, une montagne de paradoxes — il est illusoire d'espérer que l'Éthiopie s'attaquera enfin au grand mal qui la ronge : la question des nationalités. Et qu'elle entreprendra de le traiter à la manière de « l'Union des républiques socialistes soviétiques » — puisque c'est son modèle —, au lieu d'y porter simplement le fer brûlant des canons.



Photo P. Lebrun

Mario Soares :
« Vers des élections anticipées ? »

Lopes Cardoso : « L'évolution du PS est irréversible ».

L'ancien ministre de l'Agriculture de Mario Soares répond aux questions de Tribune socialiste*

TS : En quoi l'évolution du PS portugais te semble-t-elle irréversible ?

Lopes CARDOSO : Cette situation n'est jamais le résultat d'un seul facteur. D'abord nous n'avions plus la possibilité de changer l'orientation. En effet la plus grande partie des bases ouvrières du Parti socialiste avait quitté ce dernier et notre influence en dépendait : nous n'existions que par rapport à elles. L'avenir est difficile à prévoir mais je crois que la situation est irréversible. Le départ des bases ouvrières assure une claire hégémonie à la droite du parti au niveau de la direction, comme d'ailleurs dans l'ensemble du parti. Il y aura même une augmentation de l'influence de la dernière tranche des arrivants au parti — ceux qui ont adhéré après la venue au gouvernement, phénomène qu'on peut qualifier de « clientélisme » au niveau de l'appareil d'Etat et d'opportunisme sur le plan politique. Ce facteur est devenu déterminant à la base. Ainsi le PS sera de plus en plus amené à pratiquer des alliances avec les partis de droite.

TS : Peut-on attribuer à des influences extérieures ce qui se passe au Portugal en ce moment ?

L.C. : Il faudrait apporter des preuves. Nous n'en avons pas. Mon sentiment est que dans la crise récente et dans sa solution, les Etats-Unis et surtout la République

fédérale allemande ont joué un rôle très important. S'agissant de la RFA on connaît les liens étroits entre le PS et le SPD d'un côté et entre le CDS et le CDU (Démocratie chrétienne allemande) de l'autre. Lors de la visite du président Eanes en RFA il y a eu des déclarations publiques de dirigeants de la CDU contre la présence de communistes au gouvernement. Strauss a réclamé la présence du CDS au gouvernement, en conditionnant l'aide à cette présence. Le gouvernement portugais actuel est bien le fruit d'un compromis fait à l'extérieur, en Allemagne, entre l'Internationale socialiste et l'Internationale démocrate chrétienne.

TS : Dans ce contexte quelles sont les conditions pour que l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste (UEDS) ne devienne pas un groupuscule supplémentaire ?

L.C. : Ce n'est actuellement pas un nouveau groupuscule. Le deviendra-t-il ? C'est un problème. Nous avons bien conscience d'une chose : il y a des potentialités énormes pour le mouvement qui répond à un véritable besoin. Mais nous avons des problèmes d'organisation et des problèmes matériels difficiles à résoudre.

TS : L'UEDS a-t-elle réellement une implantation ouvrière ?

L.C. : Une large partie des gens qui ont adhéré à notre organisation sont des ouvriers liés au mouvement syndical. Dès maintenant le courant UEDES dans la CGTP est le deuxième, derrière le PCP qui est loin devant. Mais nous avons décidé de faire un effort particulier dans ce domaine pour développer rapidement nos sections d'entreprise. Déjà, après le congrès, il y a eu des adhésions dans les entreprises.

TS : Le milieu paysan semble poser des problèmes autrement complexes.

L.C. : C'est un problème réel. Dans le monde rural il y a deux aspects : le problème du sud d'abord où l'implantation sera plus facile. Je suis moi-même député de Beja, en plein cœur de l'Alentejo. J'ai obtenu 45 000 voix, le PCP 50 000 ; beaucoup d'ouvriers agricoles ont voté PS, sur lesquels le Parti socialiste n'a plus d'influence. Nous avons des contacts assez nombreux dans les coopératives. D'autre part, il y a les paysans du nord : c'est un milieu où il est difficile de pénétrer. En particulier chez les petits fermiers, et il faut un effort d'implantation et de mobilisation qui demande beaucoup de moyens — que nous n'avons pas en ce moment. Dans le

nord nous avons de bonnes perspectives dans le milieu ouvrier ; mais jusqu'ici le PS n'a pas réussi à pénétrer dans le milieu paysan alors qu'il aurait pu le faire. Mais dans cette région les sections socialistes n'étaient composées que de propriétaires. Comme le PSD ou le CDS. Le champ a été laissé libre pour le PCP qui a fait un bon travail ; quoique être communiste dans le nord reste un terrible handicap.

TS : Quelle sera désormais votre tactique vis-à-vis du PS ?

L.C. : Il faudra essayer de critiquer la politique du gouvernement en montrant que la direction du parti est impliquée ; attirer par ailleurs l'attention des militants pour leur montrer où cette dernière s'engage.

TS : Peut-on prévoir une nouvelle crise du PS ou au contraire sera-t-il plus homogène ?

L.C. : Il va devenir plus homogène. Aujourd'hui il y aura simplement des conflits entre ceux qui ont toujours été au PS sur des bases antifascistes, de défense de la démocratie — sinon du programme socialiste — et ceux qui, par un phénomène bien connu de clientèle, sont arrivés plus tard et n'ont même pas ces positions et qui voient d'un assez bon œil le CDS à condition de ne pas avoir à trop partager le gâteau... En revanche, pour les premiers, l'accord avec le CDS est contraire à leurs positions pour la démocratie.

TS : Y a-t-il un danger fasciste aujourd'hui au Portugal ?

L.C. : Pas dans l'immédiat. Un coup d'état de l'extrême droite n'est pas aujourd'hui envisageable. Pour trois raisons : le rapport des forces au niveau de l'armée n'est pas favorable. La situation intérieure actuelle n'a pas créé de base sociale minima pour soutenir un coup d'état. Les Etats-Unis et les Occidentaux en général ne jouent pas sur une solution de ce type en ce moment. Le risque est dans la dégradation de la situation économique : elle peut créer les bases sociales pour le fascisme.

TS : Crois-tu en des élections anticipées ?

L.C. : Oui, car je ne vois pas comment le gouvernement pourrait arriver jusqu'en 1980. S'il tombe il est difficile d'éviter les élections anticipées.

TS : La nouvelle orientation du PS marque-t-elle la fin du projet social-démocrate au Portugal ?

L.C. : L'accord PS-CDS n'est pas la démonstration de la faillite du projet social-démocrate au Portugal. Il est encore trop tôt pour le dire. Ce projet peut s'adapter avec la droite. Le SPD allemand n'a-t-il pas gouverné un moment avec la CDU (Démocratie chrétienne) ?

Le problème est que la formule social-démocrate n'a aucune chance d'être appliquée parce que la situation économique du Portugal ne permet pas de concessions capables de promouvoir une intégration de la classe ouvrière au système capitaliste. L'échec de la tentative de créer une deuxième centrale syndicale en a apporté la preuve.

**Propos recueillis
par Bernard RAVENEL ■**

* Voir TS n° 773

Au nom du progrès

14 films de Deffarge et Thoëller. Un programme à découvrir sur les luttes du tiers monde et des minorités nationales de l'hexagone posant la question : Le sous-développement est-il un état naturel ? Plusieurs films inédits destinés (en vain) à la TV française (cinéma Palais des Arts 272 62 98).

Le Sahara n'est pas à vendre

Reportage sérieux de Jocelyne Saad sur les aspirations et la lutte du peuple sarahoui (cinéma Olympie).

Et aussi

Mémoire commune de Patrick Poidevin (cinéma La Pagode) ; *Le retour de l'enfant prodigue* de Youssef Chahine ; *Six films chinois* (après la censure de la « bande des quatre ») ; *Le bois de bouleaux* de Andrzej Wajda ; *Julia* de Fred Zinnemann ; *Le miroir* de Andreï Tarkovsky ; *Pourquoi pas ?* de Coline Serreau ; *Le fond de l'air est rouge*, de Chris Marker ; *L'amour violé* de Yannick Bellon ; *Barberousse* de Akira Kurosawa ; *Angela Davis, l'enchaînement* de J.-D. Simon ; *Une journée particulière* de Ettore Scola ; *L'œuf du serpent* de I. Bergman ; *Diabolo menthe* de Diane Kurys ; *Voyage en capitale* de Ali Akika ; *Faux mouvement et l'ami américain* de Wim Wenders.

Festival de films femmes jusqu'au 15 février à St-Nazaire.

théâtre

Gotcha !

Un petit hangar, une grosse moto. Une fin d'année scolaire dans un collège anglais. Deux jeunes professeurs (Henri Deus et Evelyne Kerr) se quittent. Irruption soudain, d'un élève, venu récupérer sa machine. Il n'en faut pas plus pour qu'un drame éclate. Incompréhension, menaces, violences : le gosse prend en otages ses deux *maîtres* ainsi que le directeur de l'école (François Marié). C'est alors une heure trente d'un huis-clos étouffant où les masques tombent, laissant à nu des êtres pleins de haine, de racisme, face à un même paumé, effrayé devant le vide de son avenir qu'un carnet scolaire mal noté rend noir à tout jamais. *Gotcha !* (prononciation cockney de *I got you : Je vous ai eus !*) est le cri du cœur d'une jeunesse rayée de la carte qui crève de solitude. Pour hurler cette douleur, un comédien exceptionnel : Fabrice Eberhard. Théâtre sincère et bouleversant.

F.G. ■

Théâtre Marie Stuart - tél. : 508 17 80 à 20 h 45.

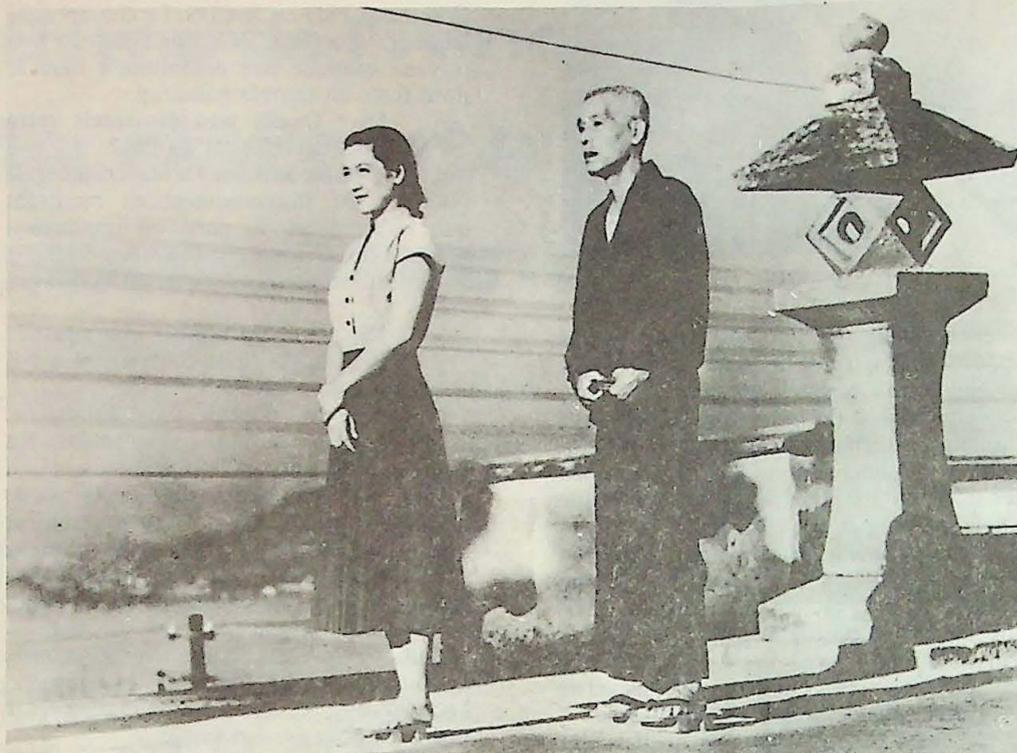


Photo DR

Voyage à Tokio

cinéma

Voyage à Tokyo

Des parents — âgés — rendent visite à leurs enfants dans un Japon modernisé qui n'est plus celui de leur jeunesse. Ils dérangent, ils sont en trop ; on ne sait guère où les ranger. Alors, ils repartent vers leur vieillesse, leur solitude ; ils s'en vont mourir sans faire de bruit. Sur ce thème qui constitue un *drame domestique*, Yasujiro Ozu, réalisateur mort en 1963 et parfaitement inconnu en France, orchestre une description d'automne familial qui touche profondément cœur et esprit. Silences, noir et blanc, sobriété du jeu des acteurs. A voir, pour la forme et pour réfléchir sur ce qu'est la solitude de la vieillesse dans un monde industriel qui a brisé la structure familiale traditionnelle sans rien y substituer.

(Salles : *Saint-André-des-Arts* (326 48 18) ; *Entrepôt* (542 67 42).

Pauline et l'ordinateur

Pauline en a marre. Trop de kilos, un jules insignifiant, un boulot rasoir. Elle plaque tout et décide de maigrir. Sur son chemin, elle rencontrera bien des pépins qui lui seront causés par la présence des ordinateurs. Danger immédiat, ces machines ? Pauline questionne, interroge, visite les gens célèbres (Jacques Attali, Louis Leprince-Ringuet, Bernard Tricot). Réponse : l'ordinateur nous guette, nous digère et nous recrache. Sans lui, la société moderne perdrait les pédales. La fable de

Francis Fehr se veut gentiment agressive et tombe quelquefois dans la blague de collégienne. Mais elle avertit et réussit à nous faire rigoler grâce aux inénarrables moues de boudeuse de Josiane Balasko.

Safrana ou le droit à la parole

Quatre Africains noirs quittent la France pour la Côte d'Or. Mémoires et impressions mêlées, ils racontent leurs chemins, leurs vies, espoirs et désillusions. Revendication d'une nationalité propre ; volonté d'acquiescer la dignité nécessaire à tout homme ; rapports Français-immigrés ; comment rompre définitivement avec le colonialisme et ses suites ? Des questions graves. Un film de Sidney Sokhona qui aidera peut-être ceux qui « retournent au pays ».

(Salles : *La Clef* (337 90 90).

Elles deux

Deux femmes enfermées dans l'univers gris de l'usine ; deux êtres confrontés aux difficultés quotidiennes. L'une est jeune, l'autre moins ; petit à petit, en se comprenant à demi-mots, elles prennent conscience de leur condition sociale et de femmes face à un univers d'hommes. Filmé en petite musique douce-amère, avec les tons et les chaleurs de l'hiver, un film de Marta Meszaros, austère mais sensible, sur une amitié désespérée.

(Salles : *Marbeuf* (225 47 19) ; *Saint-André-des-Arts* (326 48 18) ; *Racine* (633 43 71) ; *Entrepôt* (542 67 42).

Fabian GASTELLIER ■

Ecrans noirs

Nègre dansant, nègre tribal, nègre souffrant, nègre francophile, nègre farceur, et nègres passés à la moulinette...

Il y avait comme un méchant « *black-out* » sur les Nègres à la télé française. On n'y parle guère des Arabes, qui sont plus de deux millions dans le pays ; on ne voit pas pourquoi les Noirs, qui sont moins d'un million, auraient droit à mieux !

Et d'ailleurs, n'y a-t-il pas beaucoup d'exceptions, dont les Arabes ne peuvent se vanter. Même si elles renvoient aux stéréotypes encore rampants dans l'opinion hexagonale :

- *le nègre dansant* : carnaval à Rio, musique « *raeggé* » des Caraïbes, « *afro-beat* » music des USA ;

- *le nègre tribal* : des documentaires (ennuyeux !) sur l'Afrique profonde, qui renforcent dans le sentiment diffus « *qu'ici, c'est mieux* » ;

- *le nègre souffrant* : dans le feuilleton *Paul et Virginie*, rediffusé ces derniers temps, les esclaves noirs portent les malles et prient Dieu qu'il bénisse les amours de leurs maîtres et maîtresses ;

- *le nègre francophile* : tel qu'en lui-même « *Giscard l'Africain* » veille à le cultiver : y'a bon Houphouët-Boigny !

- *le nègre farceur* : les plaisanteries anthropophages du Sénégalais Ibrahim Seck, à *Alors Raconte* (Tf 1), variations tristes en

noir et blanc, sur fond de marmites, genre *Tintin au Congo* ;

- *le nègre-doublure* : l'éternel second rôle dans les salles de police des séries américaines.

Et puis « *Racines* » est arrivé : un gigantesque feuilleton, diffusé en une dizaine d'épisodes par *Ant 2*, et authentifié par deux *Dossiers de l'Ecran*. Il arrivait précédé d'une sacrée réputation : le bouquin d'Alex Haley, qui a servi de base à cette super-production, a fait un million d'exemplaires en un mois ; il a déjà été traduit en dix langues, etc. Quant au feuilleton, diffusé en janvier 1976 aux USA, il a fait un « *tabac* » : les chiffres d'affaires des restaurants américains auraient baissé de 40 % pendant une semaine.

Sujet : la grande saga des Noirs américains, des origines à aujourd'hui. La genèse de l'affaire : Alex Haley, un Noir tranquille, un bon Américain, décide d'écrire le roman des siens à la suite d'un voyage en charter au Sénégal. Un reportage récent à la TV américaine permet de se représenter la scène : un groupe de touristes, bardés de chewing, de Coca et d'appareils japonais. Un peu de danse dans les villages ; de grandes tapes sur le ventre. « *Vous, c'était nous !... Aie, les temps ont changé !... Salut, merci, le grand oiseau de fer n'attend pas !* ».

Le livre et surtout l'adaptation télévisée n'ont pas surpris : ces Nègres-là ont été passés à la moulinette de l'assimilation. Triomphe des grands sentiments ; coups de théâtre « *téléphonés* » ; positivisme échevelé d'une démarche qui fait de bêtes sauvages des vrais Américains, à force d'humanité têtue. Le style néo-Hollywood est passé par là. Il n'y avait pas de quoi fouetter les sensibilités.

La femme blanche

Mais la France a ses Nègres : les presque-Français des DOM-TOM. Deux cent cinquante mille vivent en Europe : Français entièrement à part plus que Français à part entière. « *Tf 1* », dans sa « *série sociologique* », a consacré mercredi 8 février une émission à leurs difficultés d'adaptation dans la « *métropole* ». Indifférence, racisme, mépris, angoisse, mal du pays, froid... le lamento des jeunes Antillaises serrait le cœur. Calvaire pour obtenir la moindre chambre ; refus et ruses pour décrocher le plus petit emploi. « *J'ai une étiquette de Français, raconte un jeune, mais je me sens étranger* ». Et, pour ne pas faire mentir, le flic (souvent antillais !) l'arrêtera en priorité dans les sous-sols du métro. « *Est-ce que ça valait le voyage ?* » se demandent-ils ?

Mais, foin de sociologie, voilà *Musique and Music*, dimanche soir. Jacques Martin et son Collaro « *ouvrent* » leur show sur la « *danse du désir* » d'un « *ballet africain* » (en fait des Antillais, pour la plupart) : des femmes se trémoussent, seins nus, à quatre pattes. Le public très « *Parc des Princes* » de l'Empire écarquille les yeux et met les loupes, un brin remué. Là, on peut se rincer l'œil : chez les Nègresses, c'est naturel ! Mais surtout, il n'aurait pas fallu toucher à la femme blanche !

Philippe MARIELIE ■

MTS COISES

Problème n° 50

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement :

I. Barre et Beullac pour Ceyrac. II. Vieille rogne ; suit un tic ; d'un auxiliaire. III. Conjonction ; ce que font une coiffeuse ou une bergère quand elles travaillent la nuit. IV. Pas dans les règles ; pour les bonnes pâtes. V. Un repaire de rapaces ; ne fut jamais, dans le fond, qu'un assassin doublé d'un raciste ! VI. Un sale regard ! ; plat en vrac. VII. Homme de pierres ; pas cru. VIII. Amateur de papilionacées ; direction. IX. C'est être volontairement tout seul sur le sable. X. Là ! ; préposition.

Verticalement :

1. Que les communes du Gers l'aient été avait peu ému le gouvernement semble-t-il ! 2. Vieux pays ; lac ; participe joyeux. 3. Note ; piquées au vif. 4. Un refus constant du PSU. 5. En fuite ; ressuscite. 6. Un travail ; note. 7. Ça c'est naturel ! ; ça c'est parler ! ; ça c'est dans le vent ! 8. Telles les contre-vérités du pouvoir en ces temps pré-électoraux. 9. Résultat d'une croissance zéro ! 10. Oui dans la botte ; pourquoi pas chez Syros.

Solution du n° 49

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	F	O	R	M	I	S	T	E
II	S	N	O	B	A	N	E	R	F	
III		C	R	E	V	E	T	T	E	
IV	P	A	F	I	O	R	P	T		
V		V	A	I	S	O	U	I	E	
VI	L	E	I	S	O	V	D	L		
VII	E	N	T	R	A	V	E	R	A	S
VIII	S	T	U	N	E	R	O	N		
IX	E	R	O	T	T	I	T	O		
X	S	U	E	E	M	I	S	E	S	

15 F de réduction

aux lecteurs de TS

LE PALAIS DES ARTS 20H45

325 rue Saint-Martin - tél. 272.62.98
Métro : Réaumur-Sébastopol - Strasbourg Saint-Denis

un héros national nommé

RUFUS

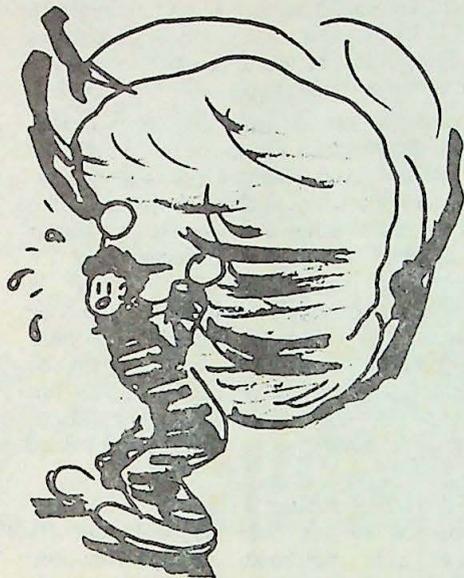
avec Rosalie et bien entendu son inséparable,
vieille, fidèle, compréhensive
VALISE

entrée 20 francs au lieu de 35
les dimanches 12 et 26 février et 12 et 26 mars
aux porteurs de ce bon

Février 1978 : Paris-Le Havre

« Cette machine tue les fascistes »

Votez Woody Guthrie

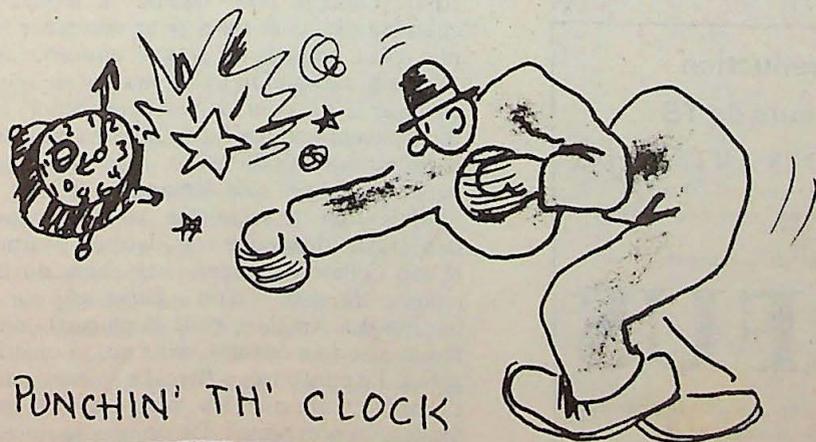


BOSS
WATCHES
HAND
WORK
TILL
SUNDOWN.

« Patron observant l'ouvrier au travail jusqu'au crépuscule. »

Sélection disques

- « Woody Guthrie », Le chant du monde, FWX 52483.
- « Poor boy », Le chant du monde, FWXM 50105.
- « This land is your land », Le chant du monde, FWXM 50104
- « Dust-Bowr ballades », RCA, PL 12099.
- « Les ballades de Sacco et Vanzetti », Le chant du monde, LDX 74467.
- « The Greatest songs off Woody Guthrie », Vanguard, VSD 35-36 (double album pour le prix d'un seul.
- « Bound for glory », United artist, UAG 30035.



« Un direct dans le réveil. »

Accrochez vos ceintures : Woody Guthrie n'est pas mort, comme, il y a dix ans, la presse l'a annoncé. Terrassé, qu'elle disait par la terrible maladie de Huntington. Non Messieurs, non Mesdames, Woody Guthrie n'est pas mort. Simplement il lui a fallu un peu de temps pour traverser l'Atlantique. Dix ans tout juste. Faut le temps quoi, faut le temps qu'il faut pour découvrir l'ancêtre du folk. Du coup, en pleine campagne électorale, entre la « bande des quatre » qui annonce fébrilement la rhétorique politique et s'élève à des sommets jamais atteints de platitude, et un préau ou un collage d'affiches pour la campagne du front autogestionnaire (merci pour vos suffrages m'sieu dame) vous pourrez aller voter Woody Guthrie.

Les urnes seront placées exceptionnellement le jeudi et vendredi 23-24 février, à 21 h, au Stadium (66, av. d'Ivry, 75013 Paris, tél. 583.11.00, prix 30 F sous réserve) et le samedi 25 au Havre, place Gambetta, sous un chapiteau immense (en matinée, 17 h et en soirée, 21 h). Petit détail : on raconte que c'est un peu grâce à la Maison de la culture du Havre que Paris peut se payer le luxe d'entendre un hommage à Woody Guthrie. Pour une fois que Paris est suspendu aux basques de la province, c'est pas nous qui protesteront.

Ainsi donc (aimable transition, note de la claviste) Woody va pointer son nez du côté de l'hexagone. Tout spécialement Graeme Allwright, Roger Mason, Martine Habib, Steve Waring, Derroll Adams, Sammy Walker, Marc Robine, Youra Marcus viendront à Paris et au Havre prolonger le chant du troubadour américain. Pour tous ceux qui ne connaissent pas encore Woody, rendez-vous la semaine prochaine avec sous le bras le recueil de textes récemment traduits par Jacques Vassal (*Cette machine tue les fascistes*, éd. Albin Michel, 1978, 253 p., 39 F, coll. « Rock et folk »).